

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

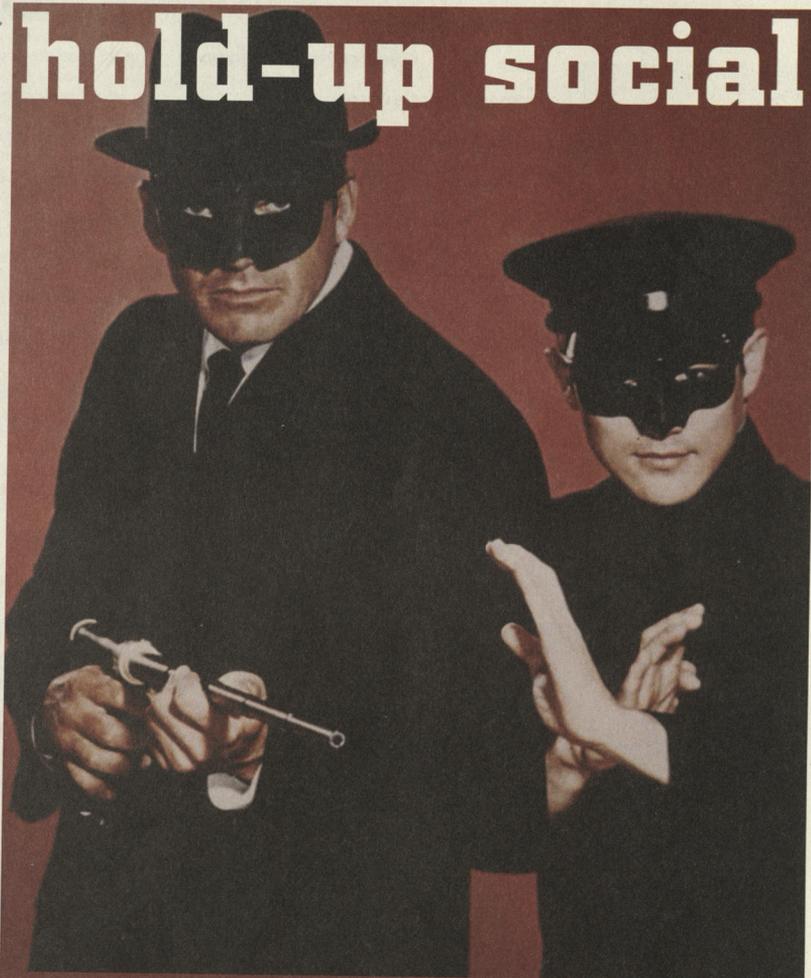
le monde libertaire



hold-up social

La chape de plomb médiatique pèse sur l'actualité sociale au grand bénéfice du patronat et de ses exécuteurs au pouvoir. Tout est là pour justifier un mouvement social de grande ampleur: précarisations, expulsions, liquidations sauvages d'entreprises, casse de l'Éducation nationale, des hôpitaux et autres services publics. La mobilisation appelée sur les retraites débouchera-t-elle sur une rupture avec la logique capitaliste? Ou permettra-t-elle seulement aux patrons des centrales syndicales de siéger à la table des négociations?

F.P. 2520



Supplément 8 pages anti-G8



2€

ISSN 0026-9433

« Le peuple commence à apprendre à se passer de Dieu, il saura bien aussi se passer de gouvernement. »

Michel Ragon, la Mémoire des vaincus

hebdo n° 1319

du 8 au 14 mai 2003

Sommaire



Communiqué des **facteurs** grévistes de la CNT, page 4

Clichés cathos de l'État français, par Sed, page 4

L'injustice et les **Roms**, par Julien, page 5

Journée internationale de **l'objection de conscience**, page 6

Le rhume chronique de **l'autruche** de Frédo Ladrissse, page 7



L'Éducation nationale craque! communiqué de SUD et CNT, page 7

Les **travailleurs sociaux** trinquent grâce aux socialistes, par Justhomme et Guy, page 8

Québec, quelles perspectives sociales après les élections? par N. Phébus, page 9

La répression frappe les antiguerre au **Japon** et les pauvres en **Argentine**, page 10

Le masque libertaire de la **LCR** n'abuse pas Louis Janover et Jean-Pierre Garnier, page 11

La **fonction aliénante du couple** examinée à la loupe antipatriarcale, par ls@, page 15

L'actualité **En vrac** des parutions d'André Sulfide, page 18

Réflexions à propos du lexique philosophique de l'anarchisme de **Daniel Colson**, par Ph. Pelletier, page 19

L'Utgé Royo nouveau est arrivé! Disque et spectacle, par Sylvain Briant, page 20

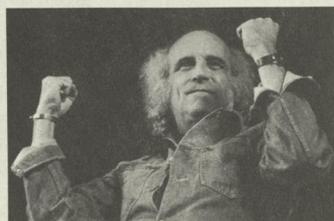
Claude Kottelanne fait l'éloge et la défense de **Pierre Autin-Grenier**, page 21

Agenda, page 22

Radio libertaire, page 23

À Ivry-sur-Seine le **forum Léo Ferré** fête ses deux ans, à Marseille les **livres anarchistes** feront la foire, page 23

Les deux journées de mai du collectif **Claaac de Savoie** contre le G8, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 8 au 14 mai 2003

Editorial



L'ANARCHIE, ce mot remplit à foison les colonnes et les micros des médias quand ils parlent de la situation actuelle de l'Irak.

Cela répond à leur besoin de sensationnel, de manipulation de la peur, car l'anarchie ça fait peur, surtout quand on l'assimile au chaos. En réalité, les armées de la coalition américaine imposent dans les villes irakiennes leur version de la démocratie, où ceux qui osent s'organiser pour protester se font impitoyablement mitrailler, femmes et enfants compris.

George Walter Bush, après avoir enfilé son déguisement d'aviateur, a déclaré la paix sur un porte-avions nucléaire, histoire de bien faire sentir la puissance de destruction massive de son appareil militaire qui dorénavant régira la vie des Irakiens.

Le chef tout-puissant du monde a daigné partager sa dernière conquête entre ceux qui l'ont suivi sans discuter dans sa « pacification » de la cible qu'il avait arbitrairement désignée pour exprimer son pouvoir.

L'Angleterre et la Pologne vont avoir l'insigne honneur de seconder l'empereur du Bien dans sa mise en coupe de la population vaincue. Le chaos malhabilement mis en place par les chefs militaires servira de prétexte à la mise en place d'une dictature déguisée en démocratie.

Déjà, on nous fait comprendre que les Irakiens réclament de l'ordre, et cela est naturel, mais le seul ordre que les dirigeants de notre planète leur proposent est celui qui dépend de leur pouvoir.

Bien sûr, le peuple irakien aura le droit de choisir ses dirigeants; seulement, ceux-ci devront auparavant prêter allégeance au nouveau maître de Bagdad.

Comme on le voit, on est loin de l'anarchie, ce système politique où chacun se gouverne lui-même, s'associant aux autres librement pour gérer ensemble la vie commune, l'ordre sans le pouvoir.



De la place des Fêtes à la République, la manifestation libertaire du 1^{er} Mai à Paris.

Le 13 mai... et après ?

Eric Gava

Le succès (espéré) de cette journée de mobilisation n'aura de sens que s'il y a poursuite du mouvement.

Les attaques contre les fonctionnaires n'ont jamais été aussi brutales que ces dernières semaines. Les raisons sont connues: choix politiques et budgétaires se télescopant avec les critères de Maastricht et se conjuguant avec les appétits capitalistes pour accaparer et « marchandiser » ce qui leur a encore échappé. Par delà les atteintes à leurs retraites – la partie la plus visible de l'iceberg – c'est toute la Fonction publique qui est dans la ligne de mire gouvernementale. Et encore derrière, l'ensemble des salarié(e)s. Le Medef et ses valets de l'UMP n'ont qu'un seul objectif au point de vue social: le retour au XIX^e siècle. Pour cela, il leur faut casser les derniers verrous que sont les statuts des fonctionnaires, car ce sont des contre-exemples empêchant le patronat de liquider ce qui reste du Code du travail, et, par le biais de la pseudo-décentralisation, disperser petit à petit les grands corps de fonctionnaires d'État, afin de détruire les derniers bastions syndicaux susceptibles de résister. Il n'y aura plus qu'à privatiser ce qui restera des services publics, et l'État se recentrera sur sa fonction régalienne. Ce n'est pas de la politique-fiction, le dernier rapport du Conseil d'État, allant dans ce sens, confirme que ça cogite sérieux dans les hautes sphères. Autant dire que ce sera dérégulations – on sait ce que ça signifie pour l'État quand il dit qu'il y a trop de textes, il faut comprendre trop de textes protégeant les salarié(e)s – laissez-faire pour les patrons et les matraques contre les salariés. Quant aux droits et acquis sociaux, ils rétréciront comme peau de chagrin: les retraites par répartition et les pensions des fonctionnaires (ou ce qu'il en restera) réduites à la portion congrue par les fonds de pensions – ce qui s'est passé ailleurs nous montre que ces deux systèmes ne peuvent cohabiter – et même punition pour la Sécu, mise à mal (à mort?) par les assurances privées. C'est d'ailleurs cette dernière le prochain chantier de démolition du gouvernement. Rendez-vous en septembre. C'est dire l'importance et la hauteur des enjeux. En attendant, c'est commencé dans l'Éducation nationale, avec les transferts de corps entiers de non-enseignants vers les collectivités territoriales (régions et départements): personnels de service, infirmières scolaires, conseillers d'orientation, assistantes sociales etc.

La riposte

Elle devrait être à la mesure des attaques. Force est de constater que ce n'est pas encore le cas. Il y a bien eu le succès de la manifestation unitaire du premier février (un samedi) de défense (fourre-tout) des retraites, suivie de la journée d'action du jeudi 3 avril – un peu moins unitaire mais qui avait au moins le mérite d'être une journée de grève – et qui, il faut le noter, avait mis beaucoup plus de monde dans la rue que le 1^{er} février – mais on sait que ce genre de journée, même avec forte mobilisation, ne suffira pas à faire plier la clique à Raffarin et à rétablir un bon rapport de force en faveur des salarié(e)s.

Le premier mai 2003, si on fait abstraction du crû 2002 citoyen et républicain, a lui aussi été une réussite, avec partout des cortèges bien plus fournis (et de beaucoup) que les précédentes années nous avaient habitués. Voilà des indices sérieux d'une volonté d'en découdre et qui démontrent, s'il en était encore besoin la nécessité d'aller plus en avant et de taper plus fort.

Dans l'Éducation nationale, il y a eu (et ça continue) un bon début de réponse (voir ML n° 1317) dans de très nombreux secteurs et académies de la métropole mais aussi de la Réunion, contre les mesures de démolition des Ferry-Darcos and Co. Après le retour des vacances de printemps des différentes zones, les luttes et les grèves reconductibles ont repris contre les restrictions budgétaires, les licenciements, la décentralisation, pour défendre les retraites etc. La journée du mardi 6 mai – spécifique à l'Éducation – étant le « lancement national » d'une grève reconductible, qui, on s'en doute, se poursuivra au moins jusqu'au mardi 13 mai. D'où l'importance, dans un premier temps, de cette journée d'action de toute la Fonction publique, à laquelle se joignent la SNCF et l'EDF, des entreprises publiques et éventuellement des secteurs du privé.

Inscrire la grève dans la durée

Les « consultations » du gouvernement ayant abouti à ce que l'on sait – vouloir faire travailler tout le monde encore plus longtemps pour des retraites encore plus maigres – même la CFDT va se sentir obligée d'y participer, n'ayant même pas obtenu une petite sucette en guise de merci pour sa bonne coopération. Mais une seule journée, aussi suite page 4

Le 13 mai...

suite de la page 3

réussie et unitaire soit-elle, ce n'est pas suffisant, on ne le sait que trop. Et vouloir l'unité, c'est bien, mais encore faut-il que ce soit sur des bases claires et correctes, et entre une CFDT soutenant une « réforme des retraites » mettant tout le monde à 40 ans de cotisations et FO et Sud réclamant le maintien et le retour à 37 annuités et demi pour toutes et tous (public et privé), il y a comme qui dirait un fossé... Et on est en droit de se demander ce que recherche la CGT, une unité à tout prix – y compris quitte à se renier – avec la CFDT où la convergence avec les confédérations (FSU, Unsa...) qui réclament au minimum le maintien à 37 ans et demi pour les fonctionnaires.

Il va bien falloir choisir, parce qu'il est évident qu'il y a urgence, et qu'une autre journée de mobilisation comme celle prévue – le 25 mai, une montée un dimanche à Paris – n'offre pas de perspectives enthousiastes, sachant que le gouvernement veut finaliser « ses propositions » pour le conseil des ministres du 28 mai. Il n'y a plus à tergiverser, d'autant que le mécontentement est grandissant et que la température monte ! Il faut se servir de cette journée du 13 mai comme d'un tremplin !

Cette grève doit être un point de départ d'un vaste mouvement et non une fin en soi ! Partout, dans tous les secteurs de la Fonction publique, il faut des assemblées générales pour décider la continuation de l'action. Un seul moyen pour gagner la bataille : la grève reconductible ! Comme en hiver 95 ! Il n'y a pas d'autres solutions et c'est maintenant ou jamais !

Sinon, ce qui est commencé dans l'Éducation nationale risquera bien de s'essouffler très vite, un seul secteur ne pouvant gagner à lui tout seul. C'est de la responsabilité des organisations syndicales que d'impulser au plus vite ces AG, et c'est aussi leur rôle que d'étendre ce mouvement vers la grève générale – public et privé réunis – pour enfin porter un coup d'arrêt à toutes les régressions sociales programmées, pour qu'enfin le mouvement social quitte la défensive et reparte à l'offensive ! Toutes les conditions objectives – comme diraient les marxistes – sont réunies : le ras-le-bol général sur la question des conditions de travail, des salaires, des retraites, du chômage et de la précarité, le ras le bol des sacrifices sans cesse redemandés au populo pour des lendemains qui déchantent toujours !

Le « Tous ensemble » doit cesser de n'être qu'une incantation et devenir réalité, et si la mayonnaise prend bien le 13 mai et après – et beaucoup feront tout ce qu'il leur est possible pour que ça prenne – ce peut être une excellente occasion de le concrétiser !

E.G.

Les facteurs cherchent à élargir leur lutte aux autres catégories

LES LUTTES PARCELLAIRES, bureau par bureau, ont montré leur inefficacité à empêcher les restructurations. Les collègues de Paris 06 CDIS viennent de se prendre une méga veste, et la boîte vient de leur présenter son nouveau projet applicable dès juin :

- Suppression du samedi sur deux remplacé par le lundi (et bientôt plus remplacé du tout).

- Suppression de 7 quartiers lettres soit 28 positions, les quartiers restant seront donc démesurés et infaisables dans les temps impartis par les organigrammes,

- Suppression du régime actuel des 35 heures (repos de cycle supprimés, etc.).

[...] N'attendons pas les chiffres des suppressions de quartier, c'est dès maintenant qu'il faut lutter. La grève générale ne viendra pas d'appareils syndicaux bureaucratés, timorés ou vendus à la boîte, mais du personnel lui-même. Organisons à la base des assemblées générales inter-bureaux, rencontrons-nous afin de construire la grève, n'attendons pas de passer à la moulinette bureau par bureau. Parce que

nous, postiers, produisons les richesses dont notre entreprise et nos dirigeants se targuent, il est normal que nous devenions maîtres de l'organisation du travail et de la répartition des richesses.

[...]

- Non aux suppressions d'emplois et aux restructurations !

- Abandon définitif du projet Paris Nord CTC !

- Titularisation immédiate et sans conditions de tous les précaires et contractuels !

- Fermeture du réseau parallèle d'acheminement et de distribution du courrier, refus de l'industrialisation du courrier (Tempost, augmentation du prix du timbre, etc.) !

- Destitution de tous les directeurs et cadres participant au démantèlement de La Poste !

- Pour lutter : piquets de grève bloquants et AG inter-bureaux et centres !

Les sections CNT-PTT de Paris
<http://www.cnt-f.org/ptt.paris/>



Ceci n'est pas un canard fabriqué par Clonaid, mais un ornithorynque.

France, fille aînée...

DANS UN RÉCENT avis présenté « au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république sur le projet de loi, modifié par le sénat (n° 593), relatif à la bioéthique » par Valérie Pécresse, députée UMP, on peut lire le fragment suivant : « [...] caractère insolite de ce crime au regard de nos valeurs judéo-chrétiennes qui font du meurtre le premier des crimes [...] ».

Dans un rapport ultérieur fait « au nom de la commission des affaires

culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le sénat, relatif à la bioéthique », par Pierre-Louis Fagniez (lui aussi UMP), ce fragment est repris, mais devient « [...] notamment sur son caractère insolite au regard des valeurs judéo-chrétiennes qui font du meurtre le premier des crimes [...] ». La pilule passe mieux, non ?

Ah ! la France, État laïc...

Sed

La rafle des Roms



Des Roms à la Maison ouverte de Montreuil.

Julien

L LE MERCREDI 16 AVRIL 2003 s'est déroulé au tribunal d'instance de Bobigny le procès concernant la rafle de Roms effectuée par la police nationale le lundi 14 avril à 6 h 30 du matin.

Les accusés étaient au nombre de 33 ; pour la plupart des femmes et leurs enfants, parfois en bas âge, dont un bébé d'un mois (les hommes passant au tribunal de Meaux et de Paris). Tous étaient poursuivis pour séjour irrégulier, même si pour certains le visa était encore valide.

L'audience s'est déroulée dans des conditions inadmissibles et indignes d'un pays qui se dit le « pays des droits de l'homme ».

En effet, après avoir été enfermés pendant 48 heures dans les sous-sols du tribunal de Bobigny, véritables caves faisant office de centre de rétention, sans médecin et sans traducteur, ils ont été acheminés comme du bétail dans une salle d'audience minuscule où la température ambiante était d'au moins 25 °C.

Le procès devait commencer à 10 heures, cependant l'absence de traducteur a provoqué le report à l'après-midi, d'autant plus que leur avocat était débordé par le nombre des dossiers à traiter (« 150 dossiers en 48 heures »). La juge, exprimant son mécontentement, a déclaré : « Il faut que ça aille vite ! »

À 11 h 15, la police évacue les témoins de la salle (une quinzaine de personnes) pour faire sortir les Roms sous bonne escorte policière et les ramener au centre de rétention.

À 13 h 45, le groupe est ramené devant le tribunal.

À 14 h 40, l'avocat M^e Ilesoum demande à la juge un moment pour consulter les familles en privé – ce qu'il n'a pu faire auparavant par manque de temps –, et dans des conditions contraires à la loi française (en effet, la porte séparant la salle d'audience de la salle de concertation est cassée). La juge, le chef de la Brigade d'assistance technique et la directrice du centre de rétention montrent clairement leur agacement...

À 15 heures passées, l'audience commence enfin ! L'avocat, après 45 minutes de plaidoirie demande l'annulation des poursuites pour « nullité absolue de tous les actes ».

Les conditions d'arrestation sont contraires à la Cour européenne des droits de l'homme et nous rappellent fortement la façon dont la police française raflait les juifs en 1941. « Mon grand-père fut arrêté et déporté de la même manière. »

– Les femmes ont été fouillées par des hommes.

– Fausse déclaration des procès verbaux qui stipulent « avoir interpellé les individus dans la rue » alors que les policiers sont entrés dans la maison pour faire sortir les Roms, ce qui se nomme clairement une rafle.

– L'expulsion s'est effectuée à 6 h 30, et la déclaration de garde à vue ne s'est faite qu'à 10 h 30 ; ce qui est illégal quant aux délais.

– Les procès verbaux, ne stipulent pas le nom de l'interprète !

– Les conditions de rétention sont horribles : le centre de rétention de Bobigny étant situé dans les sous-sols du tribunal. Pas de médecin (alors qu'une femme est atteinte d'une infection aux yeux, sans parler des femmes enceintes), pas de traducteur, des draps en papier, pas de serviettes hygiéniques, pas de serviettes pour se sécher après la douche, pas d'issues de secours, pas de salle prévue pour l'aide juridique ni pour voir un médecin intimement (ce qu'ils n'auraient pu faire vu l'absence de traducteur), pas de séparation entre les sanitaires (W.C. « à la turque », urinoir à hauteur des enfants en bas âge... et odeur nauséabonde), les pièces servant de chambres. Tout cela sans parler des infrastructures pourries (ce que j'ai personnellement constaté).

– Les détenus sont censés être « libres » de 9 heures à 15 heures, ce qui n'a pas été respecté. « Il n'y a que douze fonctionnaires... » (selon le représentant de la préfecture) Par

Julien est membre du collectif de soutien aux Roms de Montreuil

ailleurs, le commissariat a refusé de présenter les papiers de réquisition (fait d'autant plus marquant que l'expulsion était prévue pour le 22 avril!).

— Séparation des familles; ce qui est aussi interdit par la loi.

Lorsque l'avocat insiste sur le caractère illégal de ces faits et de ces bavures, la juge lui répondra que « cela arrive souvent », ce qui pour elle allège la gravité de la situation.

Le représentant du préfet répondra que « les conditions de vies sont meilleures dans le centre de rétention que dans leur immeuble immonde », qu'il n'y a pas atteinte à la vie familiale, car la séparation ne dure que quelques jours. Pour les enfants enfermés dans des caves, il dira : « Mais les enfants accompagnent leur mère, c'est ce qu'il y a de plus logique » et que les hommes et les femmes ont été séparés « pour des raisons matérielles ». Un enfant ne peut pas être détenu selon la convention des droits de l'Enfant (1990).

La juge refusera par ailleurs d'auditionner les témoins et de visionner les images de l'expulsion! (France 3)

À la demande de libération et d'« assignation à résidence » dans des maisons d'accueil (la maison ouverte à Montreuil), le représentant de la préfecture répondra que cela n'est pas possible « étant donné que le squat a été détruit »!

Dès lors, les sanctions tombent : la première jugée, une jeune femme enceinte sera remise en rétention alors qu'elle possède son passeport, la deuxième femme sans passeport et ne pouvant « prouver l'existence de ses enfants » subira le même sort, ainsi que quelques autres...

Cependant, à la pause, nous apprenons que le tribunal de Meaux a libéré tout le monde pour « vice de procédure »; dès lors, la juge, embarrassée assignera à résidence les autres en attendant leur probable expulsion sans revenir sur sa décision concernant les précédents accusés!

À 20 heures, l'audience est terminée, et nous avons alors pu partir avec les femmes et leurs enfants libérés pour organiser l'appel, la suite des poursuites administratives, et récupérer leurs bagages au commissariat de Bobigny comme de vulgaires délinquants.

Aujourd'hui, en France, les Roms sont traités comme des animaux, ne méritant pas une justice équitable et respectueuse des droits de l'homme. N'oublions pas qu'il furent les premières victimes des déportations nazis et françaises et, qu'en Roumanie, ils sont toujours victimes de persécutions de la part de l'État roumain. En agissant ainsi, l'État français se rend complice de discrimination et institutionnalise le non-respect des lois par la voie judiciaire elle-même! J.

Vous pouvez contacter le collectif à l'adresse suivante: insensesansfrontiere@no-log.org ou romsdemontreuil@free.fr

Le 15 mai, journée internationale de l'objection de conscience

Agir pour les réfractaires

ALORS QUE LES TROUPES AMÉRICAINES « pacifient » l'Irak et menacent la Syrie, le gouvernement israélien ne sent plus aucun frein à sa politique d'apartheid colonial.

Pourtant les objecteurs de conscience qui refusent tout service militaire et ceux qui refusent de servir dans les territoires occupés (« les refuzniks ») prouvent qu'il existe une autre voie que la répression armée ou les attentats meurtriers : l'objection, les techniques de résistances non armées, le refus de la force brute, posent les fondations d'un monde de paix.

Dans ce contexte, la solidarité internationale devient déterminante. À l'appel de l'Internationale des résistant(e)s à la guerre (IRG), ce jeudi 15 mai 2003, des actions de soutien aux réfractaires israéliens ont lieu partout dans le monde.

En France, l'ambassade d'Israël doit crouler sous vos protestations pour demander la libération de ceux qui refusent de tuer :

M. l'Ambassadeur d'Israël, 3, rue Rabelais, 75008 Paris.

Tél. : 01 40 76 55 68 ; Fax : 01 40 76 55 55.
ambassade@par.mfa.gov.il

Débat public à Paris, organisé par le Collectif résistance à la militarisation (Cram) sur l'objection en Israël, le jeudi 15 mai, à 20h30, salle de la CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris (métro Buzenval ou Alexandre-Dumas).
Rassemblement pour la démilitarisation d'Israël : place de la Fontaine-des-Innocents

Adoptez un refuznik

Le mouvement israélien Yesh Gvul (Il y a une limite) lance une campagne « adoptez un refuznik » : avec des lettres aux prisonniers, un soutien à leur famille (ils ne touchent pas un centime de l'armée), des modèles de protestations auprès des autorités israéliennes...

Yesh Gvul, PO Box 6953, West Jerusalem 91068 (Israël)

Tél. : 00 972 26 250 271

Fax : 00 972 26 434 171

peretz@yesh-gvul.org

(métro Châtelet ou Les Halles), à 16 h30, le jeudi 15 mai.

Semaine antimilitariste du 8 mai au 15 mai sur les ondes de Radio libertaire (89,4), pour soutenir tous les réfractaires à l'armée qui affrontent la répression des États.

L'émission Si vis pacem, sur 89,4 MHz, la plus rebelle des fréquences, reçoit le 15 mai à 18 heures, Fabienne Messica pour son livre *Refuzniks Israéliens* (18 euros, Agnès Viot éditions).

Pour plus de renseignements sur les actions internationales de ce jeudi 15 mai 2003, vous pouvez contacter :

Cram, c/o UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13.
www.cram75.org



Autocollant gratuit disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

Attention ! Pas d'envoi postal.

Quand l'autruche éternue...

Du large

« Je suis un fils de l'Atlantique. » (Jean-Pierre Raffarin)
Et ta sœur, c'est la petite sirène ?

Le petit reporter

« Je suis personnellement allergique à la rhétorique, aux impensés du pacifisme, à toute la saloperie qu'il véhicule, au fond de veulerie et de munichisme qu'il suppose. »

(Bernard-Henri Lévy, spécialiste de l'impensable)

BHL: romancier raté, cinéaste raté, philosophe de fin de soirée, rubriquard dans la presse de droite. Œuvre majeure: l'éloge funèbre de Lagardère. A pris quelques photographies durant ses vacances en Bosnie, depuis se prend pour un grand reporter. Fonds de commerce: la guerre. C'est donc tout naturellement qu'il vient de commettre un opuscule encourageant cette dernière, intitulé judicieusement: « J'ai passé deux jours à Kandahar, la bouffe est à chier: bombardez ». En vente dans toutes les bonnes boucheries.

Viennoiserie

« J'espère que cette fois on réussira à négocier convenablement avec le Medef. » (Blondel, FO)

À la dernière réunion, je voulais un chausson aux pommes, y'avait pas de chaussons aux pommes. Ça, c'est pas très convenable.

Vraie niaiserie

« Je dis simplement: nous, il faut se poser des questions. » (Blondel, FO)

Et laisser au Medef le soin d'apporter les réponses ?

L'au-delà du bonheur, selon le vendeur de chez Darty

« Au-delà de la joie que procure l'arrivée d'un nouveau-né au foyer, à côté de l'effet bonheur, il y a l'impact économique. Ce sont des demandes de biens d'équipement en plus, logement, voitures, appareils électroménagers, etc. » (Jean-Pierre Raffarin, de chez Darty)

C'est la promesse, pour Madame, d'un nouveau lave-vaisselle, convoité de longue date. Pour Monsieur, qui depuis toujours rêvait de s'offrir un 4X4, ce nouvel enfant sera l'alibi idéal. Au-delà de la joie, au-delà de l'enfant lui-même, le couple devenu parents découvrira le vrai bonheur, qui a pour nom Consommation !

Toi arrêter taper missié, moi pau'nèg' missié

« Les retraites, de quoi s'agit-il ? Il s'agit d'éviter que nos enfants, nos petits-enfants, soient obligés de travailler comme des Noirs » (Jacques Barrot, UMP)

D'abord, on ne dit pas « Noirs », on dit négros ou bamboulas, on dit crouillats, niakoués, bougnoules, frisés, chimpanzés, mal blanchis, etc. La patrie de Voltaire possède un vocabulaire assez riche pour que nos édiles évitent d'utiliser des termes « droitdel'hommistes », tel « Noirs ». Mais, bon, comme dit Barrot, l'essentiel c'est que les négres bossent. Et qu'ils bossent plus que nous.

Frédo Ladrisse

(sources: Europe 1, le Figaro, France Inter, France 2, Libération)

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Décentralisation, retraites, licenciements des emplois-jeunes et des MI-SE

Tous en grève reconductible !

LES FÉDÉRATIONS SYNDICALES Sud-Éducation et CNT-Éducation constatent que le gouvernement accumule les décisions qui conduisent au démantèlement du service public notamment d'éducation et en prépare d'autres qui vont profondément dégrader la situation des travailleurs (retraites, mise en cause du statut qui régit les fonctionnaires par le Conseil d'État).

- Suppression de 5 600 postes de MI-SE et liquidation du statut d'étudiant-surveillant
- Mise au chômage de 20 000 aides éducateurs.
- Transfert aux collectivités locales de 150 000 fonctionnaires et leurs missions dont 110 000 TOS, assistants sociaux, médecins scolaires, COPSy et directeur de CIO.

- Suppression de 6 000 à 7 000 postes d'enseignants, plaçant ainsi le service public dans l'incapacité d'assurer les remplacements.
- Rentabilisation maximale de chaque poste par l'aggravation de la précarité et le développement de la flexibilité (postes à complément de service, agrandissement des zones de remplacement).

Les choix gouvernementaux sur les retraites sont catastrophiques et s'inscrivent dans une logique de régression pour tous. Elles affirment que seule l'action commune des personnels de l'éducation nationale, des fonctionnaires, des salariés du public et du privé avec leurs organisations syndicales pourra s'opposer à cette politique cohérente de casse du service public et des retraites. Il est nécessaire de mobiliser l'ensemble des personnels dans l'unité la plus large pour un mouvement durable. C'est tous ensemble, salariés du public et du privé, que nous défendrons le service public et nos retraites.

- Contre la décentralisation.
- Pour le maintien, sans aucun transfert ni détachement, de tous les personnels de l'Éducation nationale dans la fonction publique d'État avec le respect de leur statut.
- Pour l'abrogation de la loi sur les assistants d'éducation, le maintien du statut d'étudiant surveillant.
- Pas un licenciement d'emploi-jeune, accès à des postes statutaires.
- Ouverture de négociations pour une solution globale visant à la titularisation de tous les précaires de la fonction publique.
- Pour des retraites à taux plein, à 60 ans maximum, avec 37,5 annuités pour tous, public-privé, prenant en compte les années d'études et les périodes de chômage.
- Le maintien du code des pensions, l'abrogation des mesures Balladur de 1993.

Sud-Éducation et la CNT-Éducation estiment que l'unité syndicale qui est possible au niveau départemental et académique contre les attaques globales du gouvernement sur l'éducation, sur la décentralisation et les retraites, doit être réalisée au plan national afin de donner toute l'ampleur nécessaire au mouvement qui s'engage.

Sud-Éducation et la CNT-Éducation soutiennent les établissements déjà engagés dans la grève reconductible et elles appellent tous les personnels à la grève reconductible.

Elles les appellent à s'organiser en Assemblées générales locales et départementales, afin de mandater leurs représentants dans des AG régionales devant se coordonner au niveau national, pour construire un mouvement pouvant mettre en échec les projets gouvernementaux.

CNT-Éducation et Sud-Éducation

actualité 7

Associations, danger !

ou comment le PS et le ministre-croupion Hascoët ont mis au pas les associations à caractère social

LA LOI SUR LA SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) a été adoptée au parlement, le 28 février 2001, avec décret d'application au 21 février 2002; la circulaire relative à la société coopérative d'intérêt collectif a vu le jour en avril 2002.

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif sont des sociétés anonymes ou des sociétés à responsabilité limitée à capital variable, régies par le Code de commerce. Elles ont pour objectif, la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, présentant un caractère d'utilité sociale.

Loi attrape-couillon

La gauche plurielle, au pouvoir à l'époque, a fait très fort dans la démagogie; elle a pondu une loi qui va à l'encontre des intérêts du secteur associatif existant. Pour cela, elle a tenté de cacher les buts réels de cette loi (rendre le secteur associatif plus compréhensif de sa ligne politique, notamment par l'influence chiffrable qu'il aurait sur la courbe du chômage), derrière un flou artistique promettant monts et merveilles.

« Ces nouvelles structures sont appelées à remplacer le secteur associatif. » Leur fonctionnement reposera sur les principes de solidarité et démocratie. La SCIC associera une multiplicité de partenaires en cinq collèges :

- Les salariés de la coopérative;
- Les usagers;
- Les bénévoles;
- Les collectivités publiques ou leurs groupements;

- Toute personne physique ou morale qui contribue à l'activité de la coopérative (par tout moyen).

Elle comprendra, à minima trois des collèges, dont deux obligatoires: celui des salariés et celui des usagers.

Le fin du fin

Les collectivités territoriales peuvent, jusqu'à hauteur de 100 000 euros sur

trois ans, participer aux charges de fonctionnement des SCIC en vue de faciliter leur développement. Elles peuvent accorder des subventions en faveur des investissements réalisés. Elles peuvent accorder des subventions au profit des actions de formation réalisées par les SCIC.

Mais, attention!

Ces subventions ne sont accordées que dans le respect des conditions d'octroi, fixées par le règlement CE (Communauté européenne) 70/2001 du 12 janvier 2001.

Les associations auraient donc, tout intérêt, à se transformer en SCIC, à condition toutefois d'obtenir l'agrément du préfet de département, par exemple:

- Aide à domicile (aide-ménagère, garde d'enfants, assistance aux personnes âgées ou handicapées, aide sociale à l'enfance);
- Insertion par l'activité économique pour des personnes sans emploi.
- Association d'animation socio-éducative visant à prévenir la marginalisation et à faciliter la promotion sociale des jeunes et des familles;
- Les centres d'aides par le travail pour handicapés adultes;
- Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale;
- Les centres d'accueil et d'hébergement des bénéficiaires de l'aide sociale;
- Les associations qui gèrent le logement des personnes défavorisées ou les aires d'accueil pour gens du voyage;
- Le tourisme social.

Le piège

Or il faut savoir, et cela n'est dit nulle part ou alors à mots couverts, que la subvention (100 000 euros) ne pourra être versée qu'en prenant en compte, et donc en soustrayant, l'ensemble des subventions publiques perçues les trois années précédentes.

Si ce montant des 100 000 euros a été atteint, voire dépassé, les associations (nouvellement SCIC) n'obtiendront rien

de plus, et cela pendant deux ans! De même, pour les autres formes d'aides directes ou indirectes.

L'association qui n'aura pas pris de garantie, ni étudié les textes, risque de se retrouver, sans un sou et peut-être contrainte d'arrêter son activité.

Nos maîtres législateurs auraient voulu supprimer tout un pan du secteur associatif qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement!

L'asphyxie financière

Par contre, les moyennes entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euros, soit le total du bilan annuel n'excédant pas 27 millions d'euros, et les petites entreprises employant moins de 50 salariés, dont le chiffre d'affaires n'excède pas 7 millions d'euros, soit le total du bilan annuel ne dépassant pas 5 millions d'euros, peuvent prétendre à bénéficier des subventions publiques.

Nous pouvons conclure que cette loi permet en toute légitimité de financer des entreprises privées avec des fonds publics.

De même, les associations d'utilité sociale ne peuvent prétendre faire des bénéfices, sous peine de payer l'impôt sur les sociétés; et elles ne peuvent se transformer en SCIC sous peine de disparaître, à brève ou moyenne échéance.

Enfin, cette transformation de statut en transforme le contenu et les entraîne à relayer un peu plus les injonctions du pouvoir, sous contrainte de rentabilité.

Il est vraiment temps de remonter en amont cette chaîne de misère et de précarité, de mettre hors d'état de nuire tous ces prédateurs et de construire une société basée sur une distribution égale des richesses, sans État ni propriétaires.

Justhomme

travailleur social

et Guy

groupe FA de Rouen

antimilitaristes emprisonnés au Japon

lettre de protestation

À l'Honorable Consul du Japon en France,
À l'Honorable Ambassadeur du Japon en France,
La Fédération anarchiste, organisation politique présente en France et en Belgique qui se bat contre toutes les formes d'oppression, vous écrit en vue d'élever une vive protestation contre l'arrestation et la détention, par votre gouvernement, de militant(e)s opposé(e)s à la guerre en Irak lors des manifestations des 20 mars, 4 et 13 avril. Pendant ces manifestations, la police s'est conduite de façon brutale et démesurée par rapport à l'opposition pacifique des manifestant(e)s qui exerçaient leur droit normal d'expression d'une opinion. Cette attitude, apparemment cautionnée par l'agence nationale de la police et donc par le gouvernement japonais est une atteinte caractérisée aux droits humains de liberté d'expression, de circulation, d'opinion. La répression dont ont été victimes les militant(e)s pendant ces marches est intolérable; ceci relève d'une pitoyable manœuvre de criminalisation du mouvement contre la guerre dans son ensemble et de l'intimidation. À moins qu'au Japon il soit interdit de manifester une opinion différente de la ligne politique du gouvernement. La démocratie serait-elle une grande illusion dans votre beau pays? Nous espérons sincèrement que non. C'est pourquoi, nous exigeons la libération immédiate de toutes les personnes emprisonnées depuis leur arrestation lors des manifestations contre la guerre ainsi que l'arrêt des poursuites engagées contre elles. Nous revendiquons pour nos compagnons et compagnes japonais le droit de manifester pleinement leur opposition à la guerre, à toutes les guerres. Nous dénonçons les nouvelles mesures judiciaires qui permettent au Japon de longues détentions car nous savons très bien que les pires crimes policiers sont commis pendant ces périodes. En retour, nous vous demandons une réponse à nos revendications. Veuillez agréer, Messieurs les Honorables représentants du Japon en France, l'expression de notre considération distinguée.

Relations internationales FA

Argentine

le capital s'énerve, la répression s'emballe

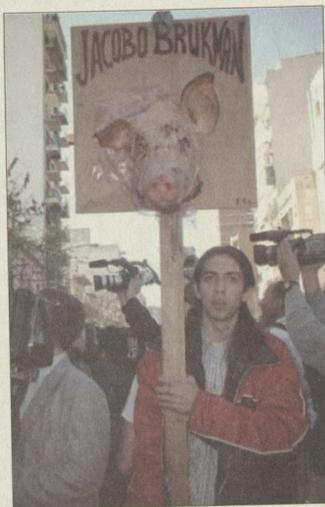
L'appareil d'État montre à nouveau les dents. L'usine autogérée Brukman en fait les frais.

ALORS QUE les éternels vautours affamés de pouvoir se bousculent pour la présidence de la république argentine, le capital et l'État s'acharnent à récupérer par tous les moyens les espaces réappropriés par le mouvement social depuis maintenant un an et demi quand des milliers d'entreprises avait fermé leurs portes. Ces pratiques de gestion directe sont insupportables pour l'ordre établi qui redouble d'actions systématiques afin de les annihiler.

Depuis décembre 2001, L'usine Brukman était abandonnée par les ouvrières suite à son autogestion et son pillage par les anciens propriétaires. Il s'agit là d'un symbole fort parmi plus de deux cents entreprises récupérées par les travailleurs argentins. Un effectif de cinquante cinq personnes au quatre cinquième féminin avait relancé la production textile avec, entre autre, un salaire égal pour toutes et tous.

Le 17 avril 2003, le gouvernement Duhalde a fait procéder à l'expulsion des ouvrières par plus de cinq cents policiers. Face à la détermination populaire, les sbires casqués ont bien évidemment utilisé la plus grande violence pour exécuter leur sale besogne. À noter que deux bonzes de la bureaucratie syndicale n'ont pas manqué d'accompagner l'officier responsable de l'opération pour faire entendre raison à cette populace.

Depuis, ce sont des milliers de personnes qui accourent et se mobilisent autour de la fabrique. Mais cette fois, la police est accompagnée de l'infanterie militaire et de véhicules blindés pour réprimer avec la plus grande barbarie cette mobilisation. Les journalistes sont bien sûr interdits de circulation, et donc d'information.



S'il est difficile d'obtenir un bilan définitif des victimes et des arrestations, le mouvement populaire de désarme pas.

Rappelons tout de même que depuis l'hiver 2001, la répression a causé la mort de 35 personnes dans ce pays.

Jean-Marc Destruhaut
groupe La Villette

D'après les informations d'Indymédia.org
Nous vous invitons à apporter vos protestations au gouvernement (presidencia@presidencia.net.ar), au ministère de l'Intérieur (secretariaprivada@ministerior.gov.ar), au juge Rinoldi - déjà très actif sous la dictature de Videla - (fax 4372 1370 et 4371 6432). Vous pouvez également manifester votre solidarité auprès des travailleuses de Brukman (prensabrukman@yahoo.com.ar).

Québec

Nous sommes prêt(e)s... pour la lutte de classes !

LA FARCE ÉLECTORALE est maintenant derrière nous, quelles leçons, quelles perspectives pouvons-nous en tirer ? Premièrement, la crise de légitimité des institutions politiques s'est encore approfondie. Deuxièmement, les ballounes respectives de l'Action démocratique du Québec (ADQ) et de l'Union des forces progressistes (UFP) se sont lamentablement dégonflées. Troisièmement, si le nouveau gouvernement libéral applique les éléments centraux de son programme électoral, nous nous dirigeons tout droit vers une grave crise sociale avec les conflits de classes.

Montée de l'abstention

Malgré le pseudo « caractère historique » de cette élection, les prétendus « enjeux cruciaux » en présence, les « différences fondamentales » entre les divers « projets de société » sur le marché électoral – bref, malgré la présence d'un tiers parti plus clairement campé à droite que les autres, l'ADQ –, le véritable fait saillant de cette élection est la montée de l'abstention, qui passe de 22 à 30 %. Autrement dit, il y a plus d'abstentions que de votes pour le Parti québécois (l'opposition officielle récolte en effet 1268678 votes contre 1620119 abstentions) ! Les appels au « vote utile et stratégique » des centrales syndicales et du mouvement communautaire n'ont donc pas été entendus par le bon peuple.

Presque tous les commentateurs, et une bonne partie de la gauche, s'échinent à dépolitiser ce refus du système électoral. Tellement, qu'à Québec, une cinquantaine de libertaires et de quidams, à l'appel du collectif anticapitaliste La Rixe, ont tenu à « politiser » leur abstention en participant à un rassemblement près d'un bureau de vote pour ne pas être confondu avec les « je-m'en-foutistes ». Pourtant, on a beau retourner le phénomène dans tous les sens, on ne peut faire autrement qu'accorder un sens politique à l'abstention. Si les gens ne vont pas voter, cela signifie minimalement qu'ils trouvent que ça ne vaut pas la peine de se déplacer, qu'ils sont désabusés, qu'ils n'y croient tout simplement pas. Quand 30 % des « citoyen(ne)s » ne se donnent même pas la peine de poser le geste officiellement le plus important du système politique, on ne peut que conclure à une crise de légitimité qui, en plus, va en s'aggravant. Tous les authentiques révolutionnaires ne peuvent qu'y voir un développement des plus positifs...

Écrasement de l'ADQ, flop de l'UFP

L'un des dommages collatéraux les plus réjouissants de la farce électorale est sans aucun doute l'écrasement de l'ADQ qui s'était prise à rêver, depuis quelques mois, au pouvoir ou à tout le moins au statut d'opposition officielle. Non seulement cela ne s'est pas produit mais le parti de droite de Mario Dumont n'est même pas encore assuré d'être officiellement reconnu comme un parti à l'Assemblée nationale. En effet, pour que ce soit le cas, l'ADQ aurait dû faire élire 12 député(e)s (ils en ont 4) ou bien obtenir 20 % des suffrages, or le site web du directeur général des élections ne leur accorde que 18 % des voix. L'ADQ est donc plus faible aujourd'hui qu'au déclenchement des élections... Qui s'en plaindra ?

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, le nouveau « parti fédéré de la gauche », l'UFP, a fait un flop monumental. Bien sûr, la « nouvelle gauche » électorale a fait légèrement mieux que lors du dernier scrutin mais c'est tout relatif et globalement comparable. Avec un peu plus de 1 % des voix, l'UFP sauve les meubles, mais, à moins de se mettre la tête dans le sable, il faut admettre que quelques milliers de votes de plus c'est ridicule comparé aux efforts investis en terme de visibilité.

Surtout qu'il y a eu plus de bulletins rejetés – annulations – que de votes pour eux (49969 contre 40561) ! Certains se gargarisent du score « honorable » de Kadir dans Mercier, mais ils oublient que c'est loin d'être inhabituel ; rappelons qu'en 1998 Michel Chartrand avait récolté à peine 200 voix de moins dans Jonquière en se présentant contre Lucien Bouchard. D'autres vont se cacher derrière les « choix stratégiques » de l'UFP et diront qu'il faut mesurer la performance du parti dans les « circonscriptions prioritaires » (celles où il a réellement fait campagne, bref).

Dans les faits, on parle d'une dizaine de circonscriptions et, sauf quelques exceptions (Outremont par exemple), le nouveau parti n'aura réussi à récolter que quelques centaines de voix de plus malgré des campagnes beaucoup plus ambitieuses que celles des années passées. Les gauchistes scruteront toujours se rabattre sur le mode de scrutin qui les désavantage (c'est vrai) ou sur des facteurs conjoncturels comme les appels à ne pas « diviser le vote ».

Ceci dit, ils devront également reconnaître que le contexte leur était beaucoup plus favorable qu'en 1998, il y a quand même eu un sommet des Amériques, une Marche mondiale des femmes, une montée des luttes syndicales depuis... Faut croire que la radicalisation, relative mais réelle, de franges importantes de la population aura surtout profité à l'abstention.

Sommes-nous prêt(e)s ?

S'il y a peu de différences fondamentales entre un gouvernement péquiste ou libéral, il y a quand même certains éléments du programme libéral qui ne laissent présager rien de bon pour les classes populaires. Depuis deux ans, les conflits de classes sont en hausse constante. L'an passé, les statistiques sur le nombre de grèves et de lock-out ont littéralement explosé, faisant de 2002 la pire année depuis dix ans pour les relations de travail. Évidemment la grève/lock-out à Vidéotron y est pour quelque chose, mais il y a aussi eu d'autres conflits majeurs plus courts mais tout aussi durs.

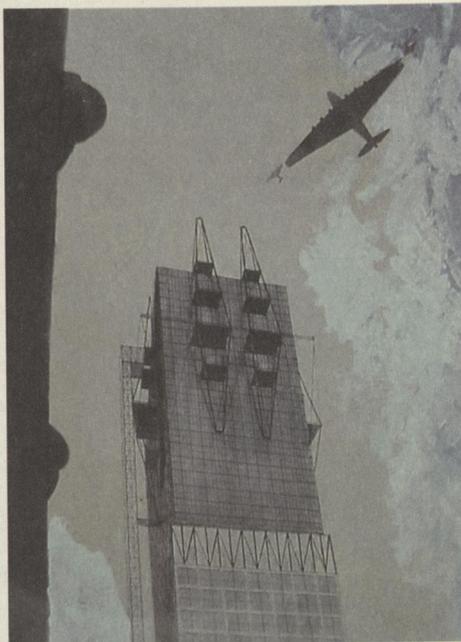
Le propre de cette nouvelle vague de conflits est qu'ils sont surtout concentrés dans le secteur privé. Or les secteurs publics et parapublics ont longtemps été la locomotive de la lutte de classe au Québec. Comme 2003 est une année de négociation des employé(e)s de l'État, le Parti libéral pourrait être tenté de donner un coup de main au patronat en cassant tout de suite la vague montante des conflits sociaux. Il est clair que l'issue des négociations publiques influera sur le climat général du syndicalisme. Comme par hasard, le Parti libéral n'a pas prévu un sous dans son cadre financier pour les augmentations de salaires et l'équité salariale dans le secteur public. Autrement dit, il veut faire payer les baisses d'impôts à ses employé(e)s et espère sans doute nous monter contre eux et elles. L'échec des conventions collectives étant pour ce printemps, les cent premiers jours du gouvernement libéral seront effectivement déterminants et donneront le ton pour le reste du mandat. Et on n'a même pas commencé à parler des coupures dans tous les secteurs, sauf dans la santé et l'éducation...

Nous sommes prêt pour la lutte de classe. Restons forts et mobilisés. Il faut voir l'avenir autrement, hors du capitalisme. Un autre Québec est possible par nos luttes.

Nicolas Phébus

Je réécris ton nom, libertaire

L'analyse de l'OPA (Opération pirate sur les anarchistes) de la LCR, présentée ici, s'inscrit dans le propos plus large d'un ouvrage à paraître aux éditions Paris-Méditerranée (Coll. « Les Pieds dans le plat »): *Je réécris ton nom, Révolution*.



Jean-Pierre Garnier
Louis Janover

Le

Le « PETIT FACTEUR » de la LCR n'aura pas eu besoin qu'on le sonne deux fois pour annoncer la bonne nouvelle: Le libertaire nouveau est arrivé! Les prospectus qu'il distribuait, entre les deux tours des présidentielles, au printemps 2002, semblaient pourtant la contredire: Aux urnes, à nouveau, citoyens! Il faut bouter Le Pen hors des murs de la République! L'isoloir serait-il devenu un passage obligé pour tout libertaire qui se respecte? Tel était, en tout cas, le message urgent qu'Olivier Besancenot avait à faire passer, avec l'aide empressée de médias soudainement intéressés, à l'issue d'une tournée des calendriers électoraux pendant laquelle il lui fut donné de sentir d'où viendrait le vent pour les prochaines consultations.

En fait de vent, il s'agit tout simplement de revivifier d'un « souffle libertaire » le marxisme révolutionnaire, comme nous l'apprend le dernier numéro de Contretemps, revue théorique de la LCR.¹ Un changement de cap idéologique périlleux, si l'on songe au passé – pour ne rien dire du présent – de cette organisation. Aussi le pilotage du numéro a-t-il été confié à deux barreaux hors pair: Philippe Corcuff et Michaël Löwy.

Sociologue, politologue et surtout idéologue tout terrain, le premier nous inflige comme à l'accoutumée, mais cette fois aux dépens de Rosa Luxemburg, un laïus sans

consistance truffé de falsifications où il donne libre cours à son penchant pour les mésalliances de mots les plus déconcertantes et prend assez de libertés avec l'histoire pour nous faire oublier pourquoi Rosa et ses camarades finirent par ne voir dans la social-démocratie qu'un « cadavre puant » qu'aucun artifice langagier ne pourrait rendre à la vie. Ainsi en profite-t-il pour nous resservir l'une de ses trouvailles préférées: le « concept » – terme à prendre ici non dans son acception théorique, mais au sens que lui ont donné les publicitaires – de « social-démocrate libertaire ».

Second pilote à la manœuvre, Michaël Löwy, directeur de recherche médaillé du CNRS et directeur de conscience écouté parmi les adeptes du marxisme léniniste, se pose en héritier présomptif et surtout présomptueux du mouvement surréaliste pour nous saouler de sa rhétorique sur l'« ivresse libertaire » de Walter Benjamin érigé en maître à tout penser. Une manière comme une autre de montrer que la LCR aurait définitivement rompu avec l'avant-gardisme, l'autoritarisme et le dogmatisme que des esprits aussi chagrins que mal informés persistent à lui imputer.

Pour prouver que la page d'un certain trotskisme est définitivement tournée, nos experts en détournement n'y sont pas allés de main morte. Le numéro de Contretemps

s'ouvre, en effet, sur un scoop de taille: rien moins que la naissance d'une « première Internationale au XXI^e siècle », une fois dépassées les « vieilles querelles » entre marxistes et libertaires. Exit, donc, la IV^e Internationale dont la LCR attestait la survivance en France. Il est vrai que son nouveau porte-parole avait déjà révélé au Monde qu'avant de devenir trotskiste, il avait été « libertaire ». Et qu'il le serait, par la suite, plus ou moins resté.

Libertaire, donc, Alain Krivine qui, au soir des élections européennes de 1999, s'écriait avec enthousiasme, en apprenant qu'il avait gagné son ticket d'entrée au parlement de Strasbourg: « On a des élus, c'est le plus important. »² L'important, pour les renovateurs trotskistes, ce n'est plus le rouge ni même l'orange qui l'a remplacé sur leurs nouvelles bannières: c'est la couleur des sièges dans lesquels ils allaient pouvoir enfin se caler, à Strasbourg ou ailleurs. Libertaires, le sont, d'une façon plus générale, avec Besancenot, Bensaïd et consorts, toutes les girouettes que leur sensibilité aux trous d'air électoraux pousse à « coller à l'air du temps contestataire », comme le dit si bien Libération qui, à défaut de toujours savoir de quoi il parle, sait à qui il a affaire avec les apparatchiks de la Ligue et ses penseurs attirés.

« Changer le monde sans prendre le pouvoir? » Sous son allure de sentence faussement interrogative, le titre aguicheur de la revue *Contretemps* est des plus trompeurs. Car prendre le pouvoir, c'est avoir le pouvoir de changer le monde, et y renoncer revient à le laisser à ceux qui le possèdent déjà. On l'aura pressenti: ce « souffle libertaire » qui émane sans prévenir de la LCR va surtout permettre à la bourgeoisie mondialisée de souffler.

Le social-opportunisme

De la part de tous ces néo- ou post-trotskistes spécialistes de l'entrisme à tous crins, le sort – et le tort – qu'ils font maintenant subir au mot « libertaire » n'a rien qui doive étonner. Encore faut-il, pour s'en convaincre, rappeler d'où il vient. Déjà connu après la Commune dans les milieux antiautoritaires, ce néologisme est né à la fin des années 1850 de la plume acide d'un anarchiste, Joseph Déjacque, qui n'eut de cesse de clouer au pilori les compromis et les compromissions de la petite-bourgeoisie républicaine de l'époque.³ Elle avait mené le mouvement révolutionnaire à une série de défaites et nourrissait un respect viscéral pour toutes les procédures de la démocratie parlementaire qui faisait alors ses premières armes en désarmant tous ceux qui opposaient au culte de la légalité bourgeoise l'aspiration à une lutte et à des formes d'organisation nées au sein du peuple même.

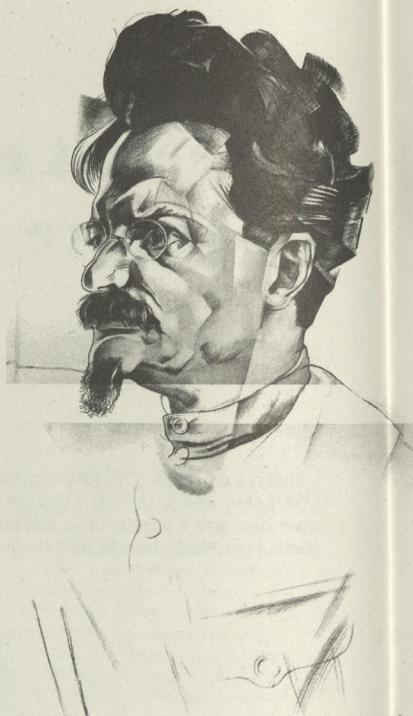
Au « crétinisme parlementaire », indissociable des pratiques opportunistes de la social-démocratie, s'est donc tout aussitôt opposée la pensée libertaire qui dénie aux délégués élus le pouvoir d'user et d'abuser de l'autorité

qui leur est conférée par le vote. Et si le « libertaire » mettait plutôt l'accent sur la dimension individuelle de la révolte, l'anarchie, issue parallèlement du mouvement ouvrier, l'associait à une idée d'organisation collective autonome refusant toute professionnalisation de la politique et, a fortiori, le rôle et le règne des révolutionnaires professionnels. Ce sont donc toutes les formes de la démocratie représentative qui, dès l'origine, seront implicitement et explicitement prises sous le feu de la critique.

Parole de Besancenot: « Pour nous, l'erreur des bolcheviks, c'est d'avoir sous-estimé la question démocratique [...]. Nous sommes évidemment pour le pluralisme. »⁴ « Nous », c'est évidemment la minibureaucratie de la Ligue qui, après avoir réussi à se faire une place « à gauche de la gauche » comme supplétive de la « gauche plurielle », découvre qu'elle peut damer le pion au PCF et jouer sa partition dans le concert des grands. Reconnue et réévaluée dans ce contexte, la « question démocratique » n'est autre que celle que l'on soumet d'ordinaire aux étudiants de première année de Sciences Po et à laquelle ont déjà répondu par avance, depuis des décennies, tous les propagateurs de lieux communs sur les bienfaits de l'ordre politique bourgeois. Une réponse qui rejette toute idée d'action révolutionnaire des dominés contre cet ordre, comme non démocratique parce que relevant d'une conception « totalitaire » et, depuis le 11 septembre 2001, « terroriste » de la transformation de la société.

On peut, de la sorte, sous couvert de se libérer des « pesanteurs idéologiques », se débarrasser tranquillement de tous les principes révolutionnaires gênants, tout en conservant le principe d'autorité du bolchevisme et de la social-démocratie, inhérent à des appareils dont la structure et le fonctionnement sont calqués sur le modèle étatique. On comprend, dès lors, qu'Edwy Plenel, journaliste d'investigation policière toujours prêt à accueillir ses anciens camarades de promotion trotskiste dans les colonnes du Monde, ait lui aussi découvert « ce passage vers une pensée de liberté, vers une idée libertaire de démocratie ».

Pour dissimuler le sens de leur adhésion au multipartisme et aux « élections libres », c'est-à-dire à la démocratie de marché, les néo-trotskistes se doivent de dévoiler ce qui aurait été oublié par leurs prédécesseurs, à savoir la dimension subjective de l'individu et son irréductible altérité, de traquer l'aliénation dans tous les domaines du quotidien, de suggérer que les combats des féministes et des écologistes transcendent les luttes de classes – toutes choses qui auraient été mises sous le boisseau par le marxisme qu'ils professaient la veille, quand ils assénaient leur pédante leçon de matérialisme aux analphabètes de toutes confessions, anarchistes, conseillistes et autres « basistes » saisis par le « spontanéisme ». De même leur faut-il intégrer le



possible, l'aléatoire, l'utopique et, pourquoi pas pendant qu'on y est, le rêve, la mélancolie et le prophétique dans leur conception de l'histoire, car ils veulent désormais échapper au déterminisme, voire au fatalisme, dont ils auraient été victimes bien malgré eux.

Dans ces conditions, le sénateur « socialiste » Henri Weber, ex-dirigeant de la Ligue devenu bras droit (ou gauche) de Laurent Fabius était en droit de demander, toujours dans les pages du Monde, à ses anciens camarades ce que le « révisionniste » Eduard Bernstein réclamait jadis de la social-démocratie: qu'elle « ose paraître ce qu'elle est », et qu'elle devait si bien montrer avec son ralliement à « l'union sacrée », en 14-18. Que les soi-disant communistes révolutionnaires de la LCR, donc, osent enfin paraître à leur tour pour ce qu'ils sont, malgré leurs dénégations: « des réformistes de gauche, à peine plus radicaux » que des renégats qui ont simplement poussé plus loin, et plus tôt, l'abandon de leurs positions d'antan, tels Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon ou l'inspecteur du travail Gérard Filoche.

Henri Weber, en vérité, devrait plutôt prier pour que son souhait reste un vœu pieux, car afin qu'il puisse sans crainte paraître

lui-même pour ce qu'il est effectivement devenu, un réformateur bon teint, c'est-à-dire rose pâle, il est préférable que les néo-trotskistes continuent de passer pour ce qu'ils ne sont plus: des « rouges ». Inviter la LCR à se dépouiller de son label d'extrême gauche, comme elle l'a d'ailleurs déjà fait en se revendiquant « 100 % à gauche », n'est-ce pas courir le risque, pour Henri Weber et les politiciens de son acabit, de se retrouver, du coup, catalogués à l'extrême centre, tout près du « libéral-libertaire » Daniel Cohn-Bendit et non loin du libéral tout court François Bayrou?

C'est pour ne pas avoir à rendre publique leur propre dérive dans ce glissement général vers la droite que les fins stratèges de la LCR ont encouragé l'un de leurs idéologues maison à mixer la social-démocratie avec l'esprit libertaire afin d'en extraire un « concept » aussitôt mis sur orbite médiatique, grâce à leurs multiples accointances avec cette presse qu'ils ont cessé de qualifier de bourgeoise. Sous peine de finir par être confondu avec le social-libéralisme et d'être ainsi suspecté d'accommodement avec le néo-libéralisme honni, le social-opportunisme de facture trotskiste se doit d'apparaître badigeonné d'une couche de « radicalité ». Une touche de vernis « libertaire » fera donc l'affaire.

Les néo-trotskistes se verraient-ils, dès lors, contraints de défendre simultanément une chose et son contraire: la tradition social-démocrate et un engagement libertaire? Nullement. Les deux plateaux de la balance sont, en effet, inégalement chargés. Ou, si l'on préfère, les poids et les mesures ne sont pas les mêmes dans l'un et l'autre cas. D'une part, des pratiques: légalisme, électoralisme, étatismisme, participation au jeu institutionnel classique de la démocratie représentative. De l'autre, des discours: sur l'autonomie, la révolte et l'insoumission, professions de foi sans cesse démenties par les actes. Bref, d'un côté des positions, de l'autre des postures. Ainsi s'explique que tout ce que le mot « libertaire » exprime d'ordinaire, y compris dans les dictionnaires, se voit associé pour ne pas dire accouplé de la manière la plus obscène à son contraire, la social-démocratie – l'un des piliers les plus solides de l'état capitaliste.

Une révolution « sociale »

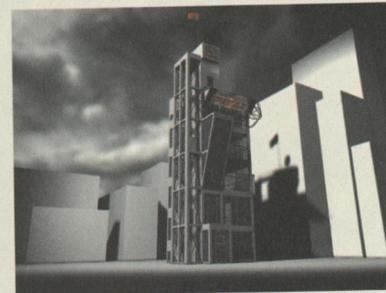
S'il ne fait pas de doute que la revendication « libertaire » de la LCR relève de l'usurpation et de l'imposture, il serait toutefois naïf de n'y déceler qu'un simple cache-sexe « anti-conformiste » destiné à masquer la mise en conformité de l'organisation trotskiste avec les normes de la démocratie bourgeoise. Dans son cas comme dans bien d'autres, parler de « récupération » n'a de sens qu'à condition de ne pas oublier qu'à travers des mots ou des idées, ce sont des gens qu'il s'agit avant tout de récupérer.

Chacun sait, et les dirigeants de la LCR les premiers, qu'il est devenu difficile, en politique, d'attraper les mouches avec du vinaigre, à savoir avec l'image révolutive d'un révolutionnarisme archaïque: références vieillottes, langue de bois, militantisme ascétique, etc. Certes, il n'est pas inutile de reprendre quelques-uns des slogans et des mots d'ordre traditionnels de la lutte anticapitaliste, ne serait-ce que pour ne pas laisser le terrain libre aux rivaux de Lutte ouvrière. Il faut bien répondre, en effet, au moins en paroles, aux attentes et aux intérêts des « déçus de la gauche » dans les milieux populaires. Mais occuper l'espace abandonné par les partis responsables de cette déception ne suffit plus. Pourquoi ne pas tenter de capter, en plus, les voix perdues de cette énorme part de l'électorat potentiel, assez sceptique sur les vertus démocratiques du suffrage universel pour voter souvent blanc ou nul, ou même – horreur absolue! – se réfugier parfois dans l'abstention?

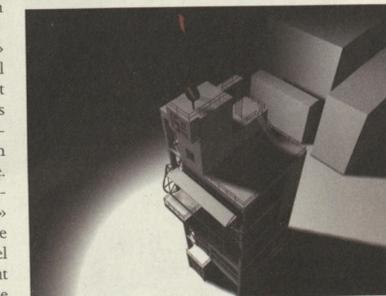
C'est ce « segment du marché », comme diraient les experts en marketing, que la LCR cherche à « cibler », en laissant un « provocateur-né » style Philippe Corcuff se pousser en avant. On y trouve les lecteurs de *Charlie-Hebdo* et de *Politis*, bien sûr, où celui-ci tient tribune. Ceux, également, de *Télérama* ou des *Inrockuptibles*, magazines qui ont fait de la « différence » une image de marque d'autant plus soigneusement entretenue qu'elle permet, entre deux pages glacées de publicité pour des produits de luxe, de rejeter dans les bas-fonds du « populisme » tout ce qui émane du peuple sans avoir bénéficié de l'aval sourcilieux du « citoyen » policé. Dans la presse de marché, les déviants institutionnels sont fort prisés, voire courtisés. À *Libé* et au *Monde*, par exemple, les rubriques « Rebonds » ou « Débats » ont toujours été généreusement ouvertes aux contestataires installés.

Tout ce lectorat appartient à une fraction de la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle qui raffole des personnalités « dérangeantes » pour se donner l'illusion qu'elle n'est pas elle-même totalement rangée. Une couche sociale d'autant plus friande de révolutions labélisées « sociétales » – celles qui touchent aux comportements et aux sentiments, aux désirs et aux plaisirs, aux modes de vie et aux modes tout court – qu'elle a cessé de s'intéresser à la révolution sociale. Il est vrai que celle-ci risquerait de la toucher à son point le plus vulnérable: le portefeuille.

Le succès du nouveau maire « socialiste » de Paris auprès des « bobos » le confirme: il existe une « classe moyenne urbaine, jeune et cultivée » prête à se laisser séduire par les sirènes électorales pour peu que les prétendants au pouvoir acceptent de remodeler en conséquence leur idéologie et leur langage. Bertrand Delanoë et sa fine équipe de « communicants » ont misé avec brio sur le « festif » pour attirer ces chalandes d'un nouveau genre plus soucieux d'épanouissement individuel que d'émancipation collective. La LCR peut espérer, néanmoins, récupérer une partie



Vesnin, projet d'immeuble pour la Pravda à Leningrad.



d'entre eux, en particulier les plus jeunes, pas encore installés et donc plus disponibles et plus désintéressés. Pour ce faire, elle a trouvé la pierre philosophale susceptible de combiner le « social » et le « sociétal », c'est-à-dire le progressisme politique et le modernisme culturel : réactualiser le credo libertaire selon les canons publicitaires.

De ce point de vue, le jeunisme démagogique d'un Philippe Corcuff s'exaltant devant les platitudes fredonnées d'Eddy Mitchell, ou les pitièreries d'un Besancenot s'auto-photographiant à la télévision devant une icône du « Che », peuvent contribuer à élargir l'audience et l'influence de la LCR. Pour croire, elle doit se montrer à l'écoute non plus des « masses » ou des « travailleurs », mais du public ou, plus précisément, d'un certain public. Un public spécifique qui n'entend pas, d'ailleurs, être considéré dans sa globalité anonyme, mais comme une nébuleuse d'« individualités » insaisissables et surtout inclassables, pour reprendre les traits sous lesquels les néopetits-bourgeois se perçoivent d'ordinaire. Aussi se reconnaîtront-ils peut-être dans le miroir complaisant de la « société de verre » que Philippe Corcuff leur tend, avec toutes leurs « singularités », leurs « fragilités » et, *last but not least*, leurs « ambiguïtés », ce « lot commun des pauvres humains » qui autorise les rebelles de confort à se dédouaner à bon compte de leur quête incessante d'avoir ou de pouvoir.

Principe cardinal du nouveau cycle marchand, cette « reconquête par l'individu de son identité », que l'on ne cesse de célébrer en cette ère du conformisme généralisé, vient couronner une tendance déjà présente dans les avant-gardes culturelles et notamment dans le surréalisme artistique. C'est au tour des pratiques quotidiennes de chacun de s'affranchir de tous les carcans religieux, politiques et historiques. La dimension « existentielle » de la critique libertaire donne un semblant – un faux-semblant – de cohérence politique à toutes les formes de contestation que l'individualisme exacerbé a fait apparaître sur le marché de l'anticonformisme estampillé.

Agglutinant l'ensemble des références théoriques ou littéraires disponibles, y compris les plus saugrenues (les « relectures » désopilantes par Daniel Bensaïd de Jeanne d'Arc et ses envolées sur Péguy sont, à cet égard, anthologiques), dans un ersatz de critique radicale qui romprait avec l'« économicisme » et le « sociologisme » des « classiques » du marxisme, le néo-trotskisme peut ainsi constituer un nouveau pôle d'attraction auprès de toutes les catégories sociales dont les manières de vivre et les aspirations se rattachent à ces revendications. C'est au point d'intersection de toutes ces dérisoires « remises en cause » que le « libertaire » intervient, à la manière d'un pivot qui, sous le signe de la « subversion », articule dans un même mouvement l'« autonomie recouvrée de l'individu » à la « redécouverte de la démocratie ».

La « non-conformité », dès lors, se conçoit dans une perspective inversée. Elle n'a plus de raisons de s'en prendre aux codes et aux normes officiels puisque leur « transgression », institutionnalisée, subventionnée et même sponsorisée, fait dorénavant partie intégrante des formes de la domination. Sera taxée de conformisme, en revanche, l'attitude des « sectaires », des « retardataires », des « primaires » qui s'entêtent à refuser d'être les dupes de pareilles simagrées.

Que l'on ne s'avise donc pas de détecter dans l'infléchissement en cours de la ligne de la LCR quelque effet en retour des fréquentations mondaines de ses leaders. Rendre de temps à autre, par exemple, des services grassement rétribués aux « ennemis de la classe ouvrière » d'hier, sous forme d'« animation » de séances de « formation » en entreprise, ne saurait, chez un intellectuel aguerri comme Corcuff, amollir sa volonté d'en découdre avec eux aujourd'hui. Croire le contraire serait verser dans le travers détestable de ces « anarchistes satisfaits de leur pose face au monde » qui ignorent « la tension productive », donc positive, que ne peut manquer d'engendrer, y compris « en nous-mêmes », le fait d'avoir à la fois un pied dans « des institutions de lutte » et un autre dans des « institutions de gestion ». Ignorer le « choc fécond » qui peut en résulter reviendrait, finalement, à se priver de ce « dialogue du réel et de l'utopie » qui fait tout le sel – et le suc! – de la « social-démocratie libertaire ». On l'aura deviné, à l'heure où l'entreprise se préoccupe de changer d'image, la petite entreprise révolutionnaire qu'est la LCR se doit de ne pas être en reste.

Sur ses fanions, significativement passés du rouge à l'orange – sans doute, parce que le rose était déjà pris –, comme sur la une de son hebdomadaire, dont l'intitulé devrait, soit dit en passant, changer de couleur lui aussi pour être en harmonie, on chercherait en vain trace de la faucille et du marteau qui les ornaient naguère. Au lieu et place de ces outils d'un autre âge, ondoie triomphalement le « 100 % à gauche », symbole éloquent du ralliement des néo- ou des post-trotskistes à la logique du quantifiable, avec ses chiffres, ses statistiques et ses taux, économiques ou électoraux. À voir le racolage tous azimuts auquel se livre une organisation toujours prête à attirer dans ses filets tout ce qui bouge – et qui n'est pas forcément rouge – pour améliorer ses scores, on peut suggérer à ses dirigeants un nouveau logo : le rateau.

J.-P. G. et L. J.



1. Contretemps, n° 6, février 2003.
2. Alain Krivine, cité in Libération, 14 juin 1999.
3. Valentin Pelosse, « Joseph Déjacque et la création du néologisme "libertaire" (1857) », Cahiers de l'ISEA, série S, n° 15, décembre 1972.
4. Olivier Besancenot, le Monde, 3 février 2003.
5. Philippe Corcuff, « Pour une social-démocratie libertaire », Libération, 18 octobre 2000.
6. Ibid.

Le couple et sa fonction aliénante

Défendre le féminisme et sa lutte spécifique est essentiel pour qui prétend accéder à des lendemains meilleurs. Nous vous présentons l'intervention d'Isa qui traite de la fonction aliénante du couple, de la notion de choix prédéterminé par le sexe auquel on appartient, de la lutte anarchaféministe et de son pourquoi. Elle s'appuie notamment sur l'ouvrage d'Evelyne Le Garrec, *un Lit à soi*.



Botero

Is@

EN FÉVRIER 1978, Gisèle Halimi écrit dans le Programme commun des femmes :

« Si le but à viser est la suppression de la famille patriarcale, peut-être sera-t-il nécessaire, pour atteindre ce but, de supprimer la cohabitation du couple pendant au moins une génération. »¹

Les réactions à cette phrase ont été pour le moins très virulentes. Dans le *Monde* du 12 février, Pierre Viansson écrivait pour répondre :

« La haine, voilà ce qu'exprime chaque page de ce singulier programme commun proposé aux femmes. Et qui explique la gêne, le malaise qu'un homme ne peut pas ne pas ressentir à sa lecture, si compréhensif, si résigné, si masochiste qu'il puisse être. On ne peut s'empêcher de penser que en attisant ainsi la haine, les auteurs de ce brûlot discréditent bien plus qu'elles ne la servent la cause qu'elles prétendent défendre, la cause des femmes. »²

Le tollé aux propos de Gisèle Halimi serait-il aussi important actuellement ? Il me semble que oui parce que le système économique est basé sur la notion de couple et de famille et en fait ses choux gras.

Les avantages concédés aux couples permettent de faire fonctionner une économie basée sur l'exploitation des un(e)s par quelques autres. On peut citer :

– Le montant ridicule octroyé aux congés parentaux d'éducation et donné la plupart du temps aux femmes, sans qu'elles soient assurées de retrouver le travail qu'elles avaient avant ce congé ;

– Les temps partiels attribués en grande majorité aux femmes ;

– Le RMI pour un couple inférieur à la somme de deux RMI ;

– Les facilités accordées en matière de crédits aux couples.

Ces avantages, quand ils en sont, permettent de cantonner les femmes dans des rôles bien définis et de museler toute velléité de liberté personnelle, voire de revendications.

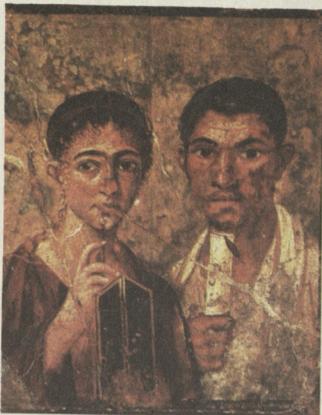
Que cache cette notion de couple défendue aussi bien dans les milieux laïcs que religieux ?

Les trois quarts du temps, c'est l'aliénation d'une personne par une autre ou par un entourage familial, social ou les deux. Le plus souvent, la femme subit l'aliénation de l'homme et de son entourage, quoique la réciproque existe parfois ainsi que la simultanéité. Cette aliénation se traduit par un cadre moral, psychologique et sexuel dont la personne ne sort pas ou peu.

Le cadre moral

Le couple est indéfectible, structuré de telle sorte que la liberté individuelle n'existe

Is@ milite au groupe Jes-Futuro



A Pompéi.

plus ou presque plus. La notion de fidélité fait partie intrinsèque de ce couple. La dynamique personnelle est associée à celle du couple et n'existe qu'à travers ce binôme.

Le cadre psychologique

À la notion de couple, est lié un comportement psychologique souvent porteur de contraintes subies essentiellement par les femmes: elles se doivent d'être séduisantes mais pas séductrices (attention à la sauvegarde du couple!), douces et soumises aux désirs de leurs compagnons.

Les innombrables articles journalistiques sur ce thème sont porteurs de ces valeurs, même si actuellement, la logique de consommation soumet les deux personnes du couple à un confort matériel susceptible de leur apporter le bien-être et gomme les caractères de douceur et de soumission de la femme pour plutôt accentuer le caractère dynamique, toujours en forme, du consommateur et de la consommatrice au service de cette consommation.

Le cadre sexuel

La sexualité est basé sur « l'hétéronormativité »; même si des pratiques sexuelles dites déviantes sont acceptées voire normalisées, elles le sont pour la sauvegarde du couple, pour maintenir sa cohésion, son existence.

De plus, actuellement, les pratiques sexuelles hors norme (ou non d'ailleurs), voient une recrudescence d'une sexualité agressive et même violente: le sadomasochisme, même quand la femme est dominante est utilisée comme moyen de satisfaction d'une libido essentiellement masculine.

Qu'en est-il dans le couple de la liberté individuelle? Y a-t-il la possibilité de choix?

La notion de choix

De cette conception bivalente découle un choix restrictif de son « plan de vie ».

Combien de femmes et d'hommes sont prêt(e)s à s'investir totalement dans une action politique de leurs destinées sans subir des contraintes qui vont les freiner? Est-ce que beaucoup de petites filles font le rêve enfant de voyager, de mener des luttes politiques?

Et, inversement, est-ce que beaucoup de petits garçons rêvent d'être, à l'âge adulte, des hommes au foyer?

Dès leur plus tendre jeunesse, les êtres humains sont formatés et prédestinés à certaines fonctions. Les jouets sont là pour diriger les choix des futurs adultes, et l'éducation en remet une couche. Quel parent peut se vanter d'avoir échappé à l'environnement commercial qui détermine les choix de cadeaux: les poupées et tous les accessoires ménagers pour les filles, les jeux de combats vidéos ou non pour les gars?

Même la littérature enfantine reproduit ces schémas. Les trois quarts des héros sont masculins et, quand ils sont féminins, nos héroïnes se révèlent la plupart du temps dans des domaines artistiques, sont à la recherche du prince charmant ou reproduisent des stéréotypes machistes.

Quand on veut échapper à cette prédestination, qu'elle soit sexuée ou sexuelle, on se heurte à des obstacles souvent insurmontables.

Des femmes agricultrices qui ont voulu mener leurs exploitations sans l'intervention masculine se sont heurtées à des refus polis des banques parce qu'elles n'étaient pas censées pouvoir rentabiliser leurs entreprises agricoles et en vivre sans la manne masculine.

Un tout petit exemple mais qui montre bien à quel point nous, les femmes, sommes soumises à une représentation sexiste: lundi 10 février a eu lieu une grève dans l'éducation nationale. Une réunion était programmée à 10h30 mais il ne fallait pas qu'elle s'éternise car mesdames devaient être rentrées pour préparer le repas de ces messieurs et des enfants. Et je n'ai pas réagi! Remarquez, si je devais réagir à chaque fois que j'entends des propos sexistes, je n'aurais pas fini!

Dans tous les domaines, y compris les plus intimes; ce choix nous est imposé dès le départ: il n'est que de lire les articles prétendant psychologiques des revues diverses pour se rendre compte du poids énorme de ces images et idées toutes faites.

Comment lutter?

Une place de la femme à égalité avec l'homme ne peut être défendue que dans une société où l'égalité est une réalité ou une revendication politique. Dans un monde où le mot rentabilité est la clef de voûte de tout le système, comment peut-on réclamer l'égalité si elle est jugée peu rentable?

Il est plus économique d'exploiter le travail domestique des femmes, de les utiliser dans des emplois subalternes, de les sous-payer à qualification égale.

Tout le système capitaliste est basé sur l'exploitation de personnes par d'autres personnes dans des buts lucratifs imposant à certaines personnes de travailler pour un salaire minimal pour que les patrons se fassent de gros profits. Dans des domaines féminins, cette exploitation est scandaleusement abusive: la sexualité mise en vente sur les sites Internet, le travail des femmes sans-papiers, les travaux ménagers.

Si l'on revendique les mêmes droits pour tous, l'homme et la femme sont à égalité devant toutes les tâches ménagères, leurs temps sont partagés. Quel que soit le travail du conjoint, il se doit d'être aussi disponible que la femme pour aller chercher ses enfants à l'école, leur faire faire leurs devoirs, etc.

Cela signifie un autre fonctionnement social où ces facteurs sont pris en compte, où le temps personnel, individuel est réparti équitablement et non en fonction des sexes.

Cela suppose une vision égalitaire de chaque membre de la société: mêmes droits aux congés parentaux d'éducation, aux études, salaires et responsabilités équivalents (et pas quinze jours de congé de paternité!). Cela demande une révolution du système qui commence par une révolution des mentalités, de

l'éducation et une représentation égale dans toutes les instances de décisions. On en est loin actuellement et, si l'on veut tendre à une société égalitaire, il faut déboulonner les mythes patriarcaux de caractères sexués, de virilisme, de machisme et de domination autour de nous.

Ces constatations faites, comment agir? Il me paraît évident que la lutte se mène à la fois dans la sphère privée, mais aussi dans la sphère publique auprès de personnes qui remettent en question le système oppresseur dans lequel nous vivons, c'est-à-dire le système patriarcal capitaliste.

Cette lutte est à poursuivre à la fois avec les hommes concernés, bien que cela ne suffise pas. Les femmes sont les victimes de ce système: c'est à elles de se battre pour le détruire, d'où l'intérêt des groupes féministes non mixtes où la parole circule sans contraintes et sans tabous.

À la réplique que j'entends souvent et qui consiste à dire que les hommes ne sont pas nos ennemis et qu'il est nécessaire qu'ils nous épaulent, je répondrai ceci: oui, ils peuvent nous épauler mais est-ce que des femmes qui se font tabasser par des hommes ont envie de parler de leurs souffrances à des hommes, si gentils soient-ils? Mesdames, il faut nous unir, effacer cette rivalité qui nous donne pour concurrentes dans la chasse à l'homme et faire fonctionner la solidarité.

La tâche qui nous attend est lourde mais si nous nous y mettons toutes, à l'aune de nos possibilités, en démentant les idées préconçues qui veulent que des femmes ensemble ne sont capables que de se chamailler, elle sera source d'un immense plaisir. Les rares moments dans ma vie de femme où j'ai pu militer avec des femmes ont été joyeux et épanouissants. Je me sentais enfin à ma place, moi Isa gentille anarcho-féministe (il vaut mieux que je dise gentille, histoire de ne pas me faire traiter de virago, quand j'avais dit que les préjugés anti-féministes ont la vie dure même chez moi!). Il faut essayer de démolir un système de pensées qui nous enferme dans un carcan.

Ce n'est pas parce que nous sommes loin de vivre dans cette société qu'il faut baisser les bras. Si des femmes, dans les milieux militants où l'égalité des sexes est prônée, arrivent à exiger des hommes une mise en pratique effective de cette égalité, ces pratiques égalitaires se propageront.

Personne, mieux que des femmes opprimées et conscientes de cette oppression, ne peut défendre ses droits.

Il est juste et nécessaire que des femmes prennent la place qui leur est normalement impartie dans les syndicats, les associations, qu'elles y défendent leurs revendications spécifiques, qu'elles y prennent la parole librement et à égalité avec les hommes, ce qui est loin d'être le cas actuellement, qu'elles y disent leurs oppressions et qu'elles y cherchent des moyens de lutte contre ces oppressions.

Il est aussi nécessaire qu'elles fassent prendre conscience à leurs compagnons de lutte ce qu'elles subissent dans leur vie pour que ceux-ci évoluent dans leurs comportements.

Pour conclure ces propos, je vais m'aider du livre dont j'ai cité quelques extraits tout à l'heure et que le titre de mon intervention reprend:

Je rêve d'« une vie où les relations ne seraient plus fondées sur la possession mais sur la liberté... Elles utopisent. Et leurs utopies éliminent le couple constitué, structure contraignante et enfermante de nature où l'un est toujours, quelles que soient les réformes qu'on y apporte, le flic de l'autre. Toutes cherchent comment nouer le lien entre l'individu et le groupe, entre le besoin de solitude et de convivialité, l'une renforçant l'autre de façon positive. »³

« On présente la liberté comme quelque chose de très dangereux et qui va nous détruire, ce qui est faux. C'est exactement le contraire. Encore que dans cette société, il est vrai, le fait de revendiquer une certaine liberté peut impliquer le risque de se faire détruire. »⁴

Tentons de se l'approprier, ça vaut vraiment le coup, déjà de faire des efforts pour l'obtenir et si ça se réalise, même un court instant, alors, c'est le pied!

1. Un lit à soi, Évelyne Le Garrec, éditions Points Actuels, p. 17.
2. Idem, p. 18.
3. Idem, p. 232.
4. Idem, p. 237.



UN P'TIT LABEL nous envoie de ses nouvelles. il s'agit d'Acracia Productions, dont l'une des particularités - et non des moindres - est d'être animé par des militants et des sympathisants libertaires. « Nous essayons de fonctionner en interne sur des bases libertaires (démocratie directe, solidarité, égalité) et nous faisons circuler via le net nos infos ainsi que les infos du mouvement libertaire lorrain. » Et loin d'en rester aux belles promesses, Acracia vient de produire le mini-CD d'un chouette groupe local : le Singe blanc. Une batterie, deux basses, des paroles chantées « en yaourt », et cinq titres étranges, péchés, un mélange un peu fou-fou mais qui tient bien la route, un genre de free rock épileptique qui m'a, par moment, rappelé les premiers morceaux des Gnômes (en moins hardcore, quand même), sans doute à cause du chant. Ils appellent ça du rock régressif. Allons les gars, faudrait pas vous sous-estimer ! Le Singe blanc, qui tourne déjà pas mal en France, en Belgique et au Luxembourg, cherche des dates de concerts, et prévoit la sortie d'un album pour début 2004. Si vous voulez les voir sur scène prochainement, ce sera le 22 mai à la salle des fêtes de Fremyng-Merlebach (57) et le 23 mai à la salle de la Libération de Bar-le-Duc.

Acracia Productions, 3 rue des Trinitaires, 57000 Metz, www.energence.org/html/acracia.php, www.lesingeblanc.fr.st

EN CETTE ÉPOQUE où tous les regards sont tournés vers le Moyen-Orient, il est important

REVUE



d'attirer l'attention, encore et toujours, sur les luttes portées par les peuples autochtones aux Amériques. C'est l'inlassable travail du Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA) qui en dresse un inventaire non exhaustif dans la Lettre de Nitassinan, dont le vingtième numéro est paru tout récemment. On y trouve une foule d'articles et d'infos sur les initiatives des communautés amérindiennes (du moins ce qu'il en reste), et les diverses tentatives des autorités gouvernementales ou industrielles pour les assimiler ou/et les détruire.

Un long papier est consacré à la situation au Canada, où Ottawa bafoue les droits autochtones avec un projet législatif d'assimilation (la loi FNGA) qui conduit les représentants amérindiens à chercher des recours à l'étranger. Plus loin, on retrouvera des informations sur les luttes des Diné (Big Mountain, en Arizona), des indiens de Guyane menacés par le tourisme, sur les conflits territoriaux au Brésil (où trois Indiens ont été récemment assassinés), et sur les Indiens prisonniers... Bref, seize pages qui tentent de trouver la sienne média.

Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris ; tel : 01 43 73 05 80 ; www.csia-nitassinan.org

NOUS L'AVIONS CHALEUREUSEMENT accueilli dans un précédent numéro du *Monde Libertaire*, le graphzine *l'échelle* revient avec un deuxième numéro, toujours aussi classieux. Je rappelle le concept : un mètre de fanzine pour un euro, avec une face recto consacrée aux délires graphiques d'auteurs particuliers (ici,

Fong, Horace Vermont, Popay...), et une face verso représentant des murs et véhicules graphés destroy en un photomontage continu, sur fond rouge sang. Deux facettes, en somme, de la culture graphique urbaine et underground. Ça paraît solidement bâti, leur affaire, puisqu'ils proposent un abonnement d'un an pour un prix dérisoire : 8 euros. Elle est pas belle, la vie ?

Association *l'échelle*, 45, rue Bastroi, 75011 Paris, www.echellechelle.net

SI JE VOUS DISAIS que Conflict, le légendaire groupe anarchopunk anglais, vient de sortir un 45 tours, vous me croiriez ? Hé bien, c'est pourtant l'exacte vérité. Le disque s'intitule *Carlo Giuliani*, il est disponible depuis quelques jours car le groupe tenait à sortir ce brûlot anti-globalisation pour les manifs du 1^{er} Mai. Je n'ai pas précisément écouté ce single, mais leur nouvel album intitulé *There's no power without control* (ça c'est l'autre scoop), où figure la chanson. En toute modération, je dirais que c'est de la bombe, mais comme le disque (l'album) ne doit sortir qu'en juin (et que je ne dispose que d'un exemplaire promo, sans autres documents), je réserve ma chronique pour le mois prochain.

Maloka (entre autres VPC) devrait assurer la diffusion de ces merveilles, donc n'hésitez pas à demander leur dernier catalogue qui vient tout juste de sortir lui-aussi. Il regorge de, disons, quelques milliers de références (disques, zines, t-shirts et sweat-shirts, bouquins, badges, etc.).

Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex, <http://maloka.distro.free.fr>, www.conflict.org.uk

La philosophie du possible

Philippe Pelletier

L'OUVRAGE de Daniel Colson, son *Petit Lexique philosophique de l'anarchisme*, arrive au bon moment. La réflexion théorique anarchiste connaît en effet un certain regain parallèlement à l'implication des libertaires sur le terrain social et l'altermondialisation. Tandis que piétinent les réflexions de ladite écologie sociale, qui n'ose rompre clairement avec les dérives de l'écologie profonde ou du primitivisme, à l'exception des bookchinistes, et que réapparaissent au sein des publications libertaires des références à la théorie marxiste dans ce qu'elle a d'acceptable sans que cela suscite trop de cris d'orfraie, mais ce qui pose quand même question, il y a assurément de la place pour une réflexion originale qui parte sans complexe, sans culte des racines mais sans amnésie ni regret non plus, des acquis de la philosophie anarchiste.

Là où Daniel Colson vise juste, tout en se montrant très habile sans duplicité aucune, c'est dans l'interrelation entre le fond et la forme de son livre. Non seulement les entrées du lexique se détachent des conventions, en innovant sur certains intitulés, en opérant des choix draconiens, criticables parfois, mais toujours cohérents et explicites, mais elles reposent aussi sur un jonglage réflexif en renvoyant systématiquement à d'autres entrées, les unes aux autres, sans ordre strict. Le lecteur peut précisément « entrer » dans le livre et sa pensée par tous les bouts, au hasard de la page, de la définition qu'il cherche ou même le parcourir en continu.

Autrement dit, à partir de la subjectivité affirmée par Colson, hautement revendiquée en tant que telle, le lecteur peut bâtir librement sa propre réflexion personnelle, tout autant subjective. C'est une démarche hautement libertaire dans son principe, dans sa sensualité même car les chemins de la pensée épousent avec désir les méandres qui s'offrent à lui. Elle est fondamentalement novatrice car, à ma connaissance, elle n'est guère courante, même dans la tradition anarchiste. N'oublions pas toutefois qu'il ne s'agit pas d'un quelconque supermarché de la pensée, car la réflexion de Colson est construite et cohérente, son subjectivisme absolu n'est en rien la justification d'une sorte de relativisme comme l'introduction le signale avec vigueur. Ce serait plutôt une maison que le lecteur bâtit avec l'auteur, ou d'un jardin qu'il cultive, ou contemple, au gré du temps et de l'espace.

Très modestement – au vu de la réflexion fournie – mais aussi très justement, le lexique se dénomme « petit » : car au-delà des pistes ouvertes ou réouvertes, des sociologues et des philosophes traditionnellement situés

au-dehors de la pensée libertaire et appelés à la rescousse, comme les Tardé, Deleuze et Simondon rattachés au train de la monadologie, Colson sait qu'il en existe bien d'autres, notamment en dehors de la sphère occidentale, du côté, par exemple, des mondes arabo-persan (Ibn Khaldoun, al-Khayyâm, al-Biruni), indien, chinois (les dissidents du taoïsme et du confucianisme) ou japonais (Andô Shôeki au XVIII^e siècle).

Bien sûr, on tiquera sur tel ou tel oubli, sur ces rapprochements que l'on pourra estimer abusifs, extrapolés (Whitehead, par exemple), ou simplement frustrants faute de pouvoir disposer de plus amples développements. Cette critique en a déjà été faite ailleurs. Il n'en reste pas moins que certaines perspectives ouvertes par Colson sont tout à fait passionnantes et stimulantes non seulement intellectuellement, dans le bouillonnement de la pensée, mais aussi politiquement, dans la compréhension de la marche du monde à travers la philosophie.

Cela dit, c'est précisément sur ce point que l'approche achoppe. De l'ensemble, il ressort en effet qu'un certain nombre d'idées, de principes et d'aspirations libertaires (ou leurs contraires) ont, au sein de l'humanité, une existence « quasi universelle et ontologique », comme l'a remarqué Jean-Pierre Duteuil dans son compte-rendu du livre (*Courant alternatif*, décembre 2002). On peut même accentuer la critique en considérant que l'existence de ces idées semble être considérée comme éternelle et an-historique. La contextualisation historique (et donc économique, sociale, culturelle, géographique, etc.) de ces principes manque singulièrement, pour ne pas dire totalement. Ce qui pose une série de problèmes à la fois philosophiques et politiques.

Certes, l'objectif n'était pas d'élaborer une histoire des idées. Mais la multiplicité, malgré tout, des références à certains événements ou personnages de l'histoire montre que l'ouvrage ne peut pas vraiment y échapper, et qu'il biaise. Il n'est pas loin, parfois, de l'idéalisme philosophique, ce qui serait un comble vu ses citations fréquentes de Bakounine qui s'affirmait matérialiste comme bien d'autres anarchistes. L'influence récurrente et féconde de Proudhon, dont c'est le grand retour, en est probablement à l'origine, mais on sait que l'idéo-réalisme de Proudhon, comme l'appellait le philosophe Yves Roucaute, est complexe.

Cette lacune historique s'avère contradictoire même en gardant le point de vue de l'auteur. En effet, si Colson se montre plutôt nuancé quant à l'héritage des Lumières, on

Petit Lexique philosophique de l'anarchisme, de Proudhon à Deleuze, de Daniel Colson (Poche, Essais, 2001, 376 p.)

serge UTGÉ·ROYO

UN NOUVEAU DISQUE de Serge Utgé-Royo est toujours un événement exceptionnel. Alors si l'on ajoute qu'il est en concert au Cabaret sauvage, ce mois est à l'évidence à marquer d'une pierre blanche, à défaut d'en trouver une aux couleurs noire et rouge. Nous attendions tous avec impatience le disque de ses chansons nouvelles. Chansons que nous découvriions lors de ses spectacles, mais dont nous n'avions pas encore d'enregistrement, de disque. En effet, depuis Cinq cents hivers, Serge a enregistré, trois disques: *Contrechants de ma mémoire*, volume I, puis volume II, regroupés à la fin de l'année dernière, dans un magnifique coffret dessiné par Tardi, où il a repris des grandes chansons du mouvement ouvrier. Près d'une trentaine en tout.

Depuis, *Ibéricas*, suite en quelque sorte des *Contrechants* composés de chansons traditionnelles, populaires et sociales, de chansons personnelles de la vie d'un fils de « républicains », interprétées, ou réinterprétées en catalan ou en castillan. Un disque, rappelez-vous, précédé de deux spectacles à l'Européen tenus pratiquement à guichet fermé. Puis pour *Ibéricas*, ensuite, au Divan du monde.

Bref, depuis Cinq cents hivers, avant de passer à ses chansons à lui, Serge Utgé-Royo s'est consacré aux chansons qui avaient, selon lui, marqué l'histoire des combats des hommes et des femmes de plusieurs continents. Serge Utgé-Royo ne se contente pas de reprendre des grands classiques, ou des chansons malheureusement oubliées. Il les fait littéralement renaître, au point que, pour ce qui me concerne, je me trouve souvent incapable de réentendre avec le même plaisir d'autres versions, qui m'apparaissent datées, de simples redites sans trop d'imagination.

Si l'on ajoute, depuis *Ibéricas*, l'arrivée à la direction musicale de Philippe Leygnac (qui avait commencé progressivement à nous faire revisiter, sur scène, l'ensemble de son répertoire), on comprend qu'une fois satisfait ce besoin, sans doute existentiel, de se ressourcer, ces nouvelles chansons aient pu trouver enfin leur place, dans un nouveau disque. C'est pourquoi, il s'agit, d'un double événement, voire d'un triple événement.

Serge Utgé-Royo est l'homme le plus étonnant de la terre, totalement à l'image des chansons qu'il s'est choisies; qu'il les aient écrites ou qu'il enrage de ne pas avoir composées lui-même, comme il le dit souvent sur scène, en présentant par exemple, les *Mutins de 1917*, de Jacques Debronkart. Poète, il l'est incontestablement, mais pas à tout moment, pour dire tout ce qui se trouve au fond de son

cœur, à la rencontre de celles et de ceux qui partagent ou rencontrent ses idées, son idéal et ses combats, pour que ce monde soit moins stupide, moins imbécile et moins arrogant. Pour que ce monde soit pris en main par celles et ceux qui veulent le vivre, libéré de la domination et de l'exploitation, émancipé de la loi du profit et du pouvoir sur l'autre, qui engendre la misère et la violence pour le plus grand nombre des humains sur cette terre.

Serge Utgé-Royo a la mémoire de ces combats. Une mémoire qui dirige chacune de ses pensées, chacun de ses actes, chacun des vers qu'il chante, dit ou interprète, chacune de ses amitiés, chacune de ses fidélités. De sa voix, on a tout dit, mais surtout qu'il en est le seul maître, et que cela donne, à chaque fois, du bonheur à ne plus savoir qu'en faire, sinon le partager, avec une force qu'on ne s'imaginait pas posséder, tellement elle porte son message à lui, avec une si redoutable efficacité.

C'est pourquoi aller voir Serge Utgé-Royo sur scène, même si ce nouveau disque touche si près de la perfection, est indispensable si l'on veut comprendre qu'il est, sinon l'égal, du moins, à sa manière si personnelle, le continuateur d'une tradition, qu'à l'instar de ses grands aînés, il enrichit à son tour. C'est sur scène que les chansons de tous les vrais artistes comme Serge Utgé-Royo peuvent véritablement exister. Comme il le dit à la fin de chacun de ses spectacles: « Allez voir les saltimbanques sur les scènes ou ils chantent » ou il ajoute « Soyez heureux! » Alors j'ajoute, moi: « Le bonheur sera au Cabaret sauvage, partagé et fraternel. »

Sylvain Briant

Serge Utgé-Royo en concert au Cabaret sauvage les samedi 17 mai à 20h30, dimanche 18 mai à 17h30, lundi 19 mai à 20h30.

Accompagné des musiciens de l'album: Philippe Leygnac (claviers, trompette), Jack Thysen (basses), Jack Ada (guitares), Jean-My Truong (percussions), Anaïs Moreau (violoncelle).

Entrée: 20 euros. Chômeurs, étudiants de moins de 26 ans: 10 euros. RMI: 2 euros (sur place). Avec la carte d'auditeur de Radio libertaire: 15 euros.

Parc de La Villette, 59, bd Mac-Donald, 75019 Paris. Réservation: 01 43 52 34 20 ou utgeroyo.com

CD disponible à Publico pour 20 euros.

suite de la page 19

sent bien une nostalgie quant à la philosophie traditionnelle antérieure à Descartes ou postérieure à celui-ci en étant réactivée sous la forme du monisme, qui n'est à mon avis rien d'autre que le holisme traditionnel des chamanes et des gourous, voire de certains incubateurs de la Gnose, de la Bible ou du Coran. Cette préférence indique bien, a contrario, que certaines périodes historiques, comme le tournant de la Renaissance, ont connu des ruptures dans la pensée humaine, qui correspondent de surcroît à des tournants politiques et socio-économiques. Les évolutions idéologiques sont indissociables du contexte matériel. De multiples facteurs interagissent de différentes façons, sans hiérarchie causale immuable, à moins de tomber dans un déterminisme marxien, mais interagissent quand même. Le refus d'une vision linéaire de l'histoire, que rejette avec raison Daniel Colson en opposition avec les marxistes, doit-il impliquer un balotement des choses et des faits, sans logique autre que celle de quelques principes philosophiques bien ou mal menés?

On voit bien les conséquences politiques de cette approche. L'essor du mouvement anarchiste en tant que tel, ou même socialiste au sens noble et premier du terme, est historiquement daté, et formulé. Ses modes d'organisation le sont aussi, c'est-à-dire qu'ils ont évolué, et qu'ils sont évolutifs. Les aspirations idéalistes et matérielles de la société humaine sont variables, dans leurs conceptions et dans leurs réalisations. Qu'elles ont bougé, et qu'elles bougeront encore – ce « possible » sur lequel insiste joliment Colson. Les organisations « politiques » anarchistes, qui sont un peu le fantôme du lexique – mais ce n'était pas non plus son objectif d'en parler –, que doivent donc-tes-elles être: des fétus de paille ballottés sous le jeu des « monades », des bribes en recomposition permanente, des structures inébranlables, des composites multiples sous l'ombre du fédéralisme? Mine de rien, il y a là un bel enjeu sociologique (le transfert des générations, la succession des cultures, la variété des milieux ou des statuts socio-économiques) et organisationnel.

Le livre suscite donc bien des réflexions et des interrogations, c'est la preuve de son impertinence pertinente. Car Colson a le dogme en horreur, il lui préfère la pluralité, ce qui n'exclut nullement l'affirmation forte, c'est-à-dire la vie dans toutes ses contradictions motrices. Et, sans jeu de mot, il a bien raison!

Enfin, ce qui ne gêne rien, mieux encore ce qui demeure dans le sillage des bons vivants rabelaisiens que furent les anarchistes depuis toujours à part quelques psychorigides, l'humour est omniprésent. Là aussi, c'est le bon moment d'un livre écrit par un individu qui, au bout de quelques lustres de militantisme avec ses petits et gros coups de canifs, témoigne d'un beau recul et d'une indéniable... philosophie. Ph. P.

Un « homme moyen », Pierre Autin-Grenier

« **NOUS SOMMES** à nouveau, dans ce livre peu fabuleux, devant une excroissance du nihilisme contemporain, une supplémentaire faille littéraire causée par le peu d'intérêt que l'écrivain d'aujourd'hui porte à la réalité. » C'est ainsi qu'un critique du *Figaro* (« premier quotidien national français ») rendait gorge et compte de *Toute une vie bien ratée*¹ de Pierre Autin-Grenier. Bref! « des mots pour rien » signés Christian Charrière, poète du pas gagné, méconnu et peu ordinaire, pour qui « le monde n'est qu'un tremplin pour nos rêves, pour nos idéaux esthétiques ».

Nul doute que notre poète et critique ne fera jamais la rencontre d'un ange en chair et en os dans son jardin (Je ne suis pas un héros²), mais comment ne s'est-il pas rendu compte qu'aux yeux de Pierre Autin-Grenier ce monde est beaucoup plus formidable que Christian Charrière lui-même, très quelconque en la matière. Sachant, bien entendu, que ce formidable est censé nous faire peur (de *formidare*, craindre). D'où, sans doute, le succès, inattendu mais justifié, de ce mot à travers les médias, qui ne savent pas si bien dire.

Donc Pierre Autin-Grenier n'est pas formidable. C'est un écrivain (et pas un « écrivain », journaliste par exemple) qui cherche moins à convaincre qu'à séduire à sa façon... Et d'un écrivain, il conviendrait d'abord de parler de son écriture, de sa façon justement (écriture même du « rien », même du désastre, écrivait Maurice Blanchot), une écriture qu'il se coltine depuis près de trente ans, écriture que j'ai découverte, d'abord en revue, ensuite à la parution de *Jours anciens*³, qui laisse toujours belle « trace, quelque part, d'un temps aujourd'hui effacé et qui fut peut-être celui de l'enfance, des tramways, de l'insouciance, du quinquina dans les cafés ».

C'était, déjà, écrit « comme une nature morte de Chardin », une nostalgie tendre, un monde effacé, un lieu où « les maisons sont attachées, loin de la mer, à de robustes chemins de cailloux bordés d'aubépines ». Un monde révolu où « la balafre de l'enfance souvent cicatrise mal ».

Un rire de connivence

De ces jours anciens, les années ont pris la distance de quelques beaux livres. Depuis les *Radis bleus*⁴ jusqu'à ces récits de *L'éternité est inutile*⁴.

Eh bien, croyez-moi, lecture achevée du dernier livre de Pierre Autin-Grenier, on se dit qu'un petit coup de blanc, ça vaut largement certaine gorgée de bière, surtout si ça énerve

certains cuistres! Style plus abrupt, phrase souvent télescopée, pimentée d'apostrophes de l'auteur, de ruminations exacerbées, de rogne contenue ou d'éclats de colère viscérale face aux agressions quotidiennes de la radio ou des importuns de passage sur le chemin du Rocan, à Carpentras. À travers eux, l'empathie nous gagne, tant les chemins du Rocan nous sont familiers.

Qui n'a connu « ces hordes errantes de sectaires qui divaguent çà et là à travers nos sillons à la traque du mécréant »? Pour les dénoncer, l'écriture prend alors les armes de l'humour. Un humour conjuratoire ravageur et irrésistible. Et communicatif. Qui déclenche le rire de connivence, le rire salvateur qui nous libère de la connerie ordinaire (j'ai souvenir d'un même rire à la lecture d'*Extension du domaine de la lutte* de M. Houellebecq).

C'est qu'on aura beau répéter à ces emmerdeurs illuminés que pour nous l'éternité est inutile – je reprends le titre à mon compte – on se dépêtré mal des bornés de nature. Peut-être en rêvant « d'un petit bout de chemin en compagnie d'Ascaso et de Durruti » et d'action directe, alors que « je reste planté au beau milieu de la banque, l'air un peu triste avec mon pistolet tirant à blanc dans ma tête ».

Qu'on n'aille pas en conclure à l'anar-

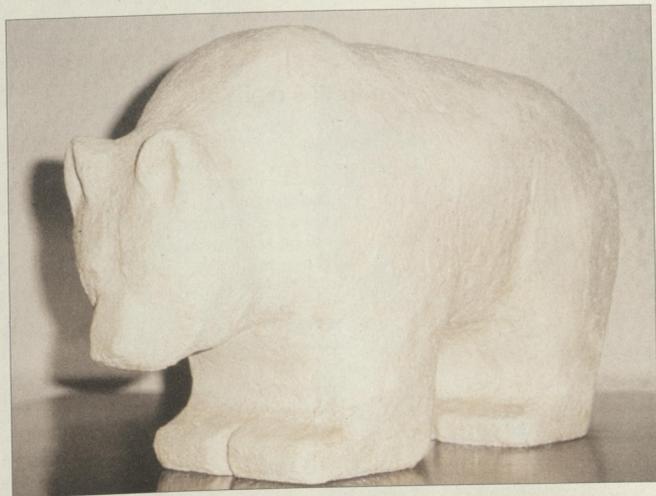
chiste d'opérette. Quand l'alerte se fait sentir, Pierre Autin-Grenier descend dans la rue et manifeste. Il connaît de près la pauvreté, l'injustice et l'arrogance des maîtres, et sa révolte est intacte. Le dérisoire qui l'assaille ne l'empêche nullement de lutter pour l'essentiel. Et même s'il rêve d'en être resté à l'ère secondaire sous forme de coccinelle, il ne peut que constater sa condition d'homme. « Je suis un homme moyen », disait Albert Camus. Pierre Autin-Grenier est de sa descendance: un homme et un écrivain libres, d'ici et maintenant. L'éternité est inutile.

Hors propos, mais non sans émotion, j'ajouterai que ce livre est dédié à un ami et éditeur communs: Jean Le Mauve nous a quittés le 3 juin 2001. L'éternité est inutile.

Claude Kottelanne

1. Éd. Gallimard-L'Arpenteur
2. Éd. L'Arbre-Jean Le Mauve, 7, route d'Hameret, 02370 Aizy-Jouy (réédition augmentée)
3. Éd. Le Dé bleu, 85310 Chaillé-sous-les-Ormeaux
4. Éd. Gallimard-L'Arpenteur

Les livres Gallimard-L'Arpenteur sont sortis dans la collection Folio (sauf ce dernier). Ils sont disponibles à la librairie Publico.



Huguette Kottelanne, *Ours blanc*, sculpture

Mercredi 7 mai
Paris 1^{er}

Dans le cadre du Frap, le Collectif contre le publisexisme organise une action anti pubs sexistes. Rendez-vous à 18h30, place du Châtelet.

Jeudi 8 mai
Beauvais

La CNT et la FA organisent la Fête des alternatives et des résistances de 11h à 19h, salle du Franc-Marché, rue du Franc-Marché. Au programme films avec *Pas vu, pas pris* et *Danger travail* de Pierre Carle, intervention sur la Colombie, Argentine, Chiapas et sous réserve le CLAAACG8. Musiques, tables de presse et repas...

Nîmes

Les amis de Victor-Jara (Chili) et le groupe Gard-Vaucluse de la FA organisent une rencontre avec Alicia Zárate, militante de la Fédération libertaire argentine, à 17 h au restaurant chilien El Rinconcito. Entrée libre.

Vendredi 9 mai
Montpellier

L'association antidote GCI organise une projection-débat autour de quatre documentaires faits par des documentalistes et des étudiants argentins. Alicia Zárate exposera ses œuvres et parlera de la situation en Argentine. À 21 h, salle Triollette, avenue Fliche.

Samedi 10 mai
Paris 11^e

Concert contre la double peine avec

Zebda, Higelin, les Têtes raides... de 15 h à 20 h, place de la République.

Samedi 10 et
dimanche 11 mai
Marseille

La Foire aux livres anarchiste de Marseille (Flam) organisée par le Cira aura lieu de 11 h à 19 h au théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré. Stands des éditeurs, exposition, rencontres-débats, spectacles.

Dimanche 11 mai
Paris 12^e

« Vous ne savez que crier? Faites-en des slogans! Vous ne savez comment faire? Faites-en des chansons! » Les Voix rebelles vous invitent à chanter avec elles leurs couplets féministes à 19h30 à la Maison des femmes, 163, rue de Charenton.

Mardi 13 mai
Besançon

Dans le cadre de l'Université populaire, la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz, organise une conférence-débat avec Michel Guet sur *Espaces publics; Pouvoirs; Comment savons-nous ce que nous savons?* à 20h30.

Saint-Étienne

Dans le cadre du Festival des résistances et des alternatives, les groupes Penser-agir et Nestor-Makhno de la FA organisent une conférence-débat sur *Le choc des civilisations - Critique d'une idéologie et alternative* avec Philippe Pelletier au Café le « 9 », 9, rue François-Gillet à 20 heures.

Vendredi 16 mai
Besançon

Conférence du groupe Proudhon de la FA à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz, sur *L'illégalisme au service de la révolution* avec Lucio (du livre Lucio l'irréductible) à 20h30.

Du samedi 17 au
dimanche 25 mai
Bordeaux

Semaine anniversaire des 40 ans de l'Athénée libertaire du 7, rue du Muguet à bordeaux (au programme: concerts, théâtre, débats, chansons, poésie, littérature, etc.)

Samedi 17 mai
Lille

L'association France-Amérique latine organise, avec des militants du Comité de soutien au peuple du Chiapas en lutte une projection-débat sur le Chiapas et les indiens zapatistes du Mexique. Au programme *Le cri des sans-visages* de Thierry Zéno et deux documentaires. À 19 h au cinéma l'Univers, 16, rue Danton, M^e Porte de Valenciennes.

Paris 18^e

Débat à la bibliothèque la Rue sur *Des polars et des anars* avec Éric Lavallade, spécialiste du polar à 16 h au 10, rue Robert-Planquette.

Dimanche 18 mai
Paris 11^e

Soirée de soutien au Village alternatif anticapitaliste et anti-guerre, avec Bakelitte Allstars (ska) et La Minor (musique slave et chansons bandits russes) à 17h30 au CICC, 21 ter, rue Voltaire. Paf: 5 euros.

Radio libertaire

Mercredi 7 mai

Blues en liberté: à 10h30, Otis Spann, l'archétype du piano blues.

Ondes de choc: de 22h30 à minuit avec Serge Frechet pour Hanxuema (série noire) et Régis Jauffret pour Promenade (folio).

Jeudi 8 mai

Si vis pacem: à 18 h, Mouna gueule encore quatre ans après sa mort avec Gérard Durand, dit le Gérant du Rare, secrétaire des Amis de la vie.

Vendredi 9 mai

Enjoy polar: à 12 h, avec Christian Roux (Briquages et Placards, Serpent à Plumes).

Samedi 10 mai

Chroniques syndicales: à 11h30, la présence du Bund pendant la révolution espagnole avec Moshe Sion.

Chroniques rebelles: à 15h30, Les mecs lourds ou le paternalisme lubrique de et avec Natacha Henry.

Mercredi 14 mai

Blues en liberté: à 10h30, ragtime et blues.

Le manège: à 14 h, Leone Ross (Jamaïque) pour Le sang est toujours rouge aux éditions Actes Sud, et Heike Hurst en direct du festival de Cannes.

Jeudi 15 mai

Si vis pacem: à 18 h, journée internationale de l'objection, en soutien aux réfractaires d'Israël.

Vendredi 16 mai

Enjoy polar: à 12 heures, avec Abdel-Hafed Benotman (éditions Rivages).

Samedi 17 mai

Chroniques rebelles: à 15h30, avec Morgane, le collectif anti-expulsions; des gens sur le terrain qui tentent d'aidier les sans-papiers.

Dimanche 18 mai

Des mots, une voix: à 15h30, Hubert Haddad pour La double conversion d'Al-Mostancir et Le ventriologue amoureux.

Mercredi 21 mai

Blues en liberté: à 10h30, prévisions, festivals (première partie).

89,4 MHz
en région parisienne

Deuxième anniversaire du Forum Léo-Ferré

POUR CÉLÉBRER son deuxième anniversaire, le Forum Léo-Ferré vous convie au spectacle du Cabaret nomade, entre jazz et java les 7, 8, 9 et 10 mai à 20h30.

Avec Hélène Hardouin, Josette Kalifa, David Légitimus, Renn Lee, Laurent Valero, le Cirque des mirages et d'autres invités surprise.

**Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès
Ivry-sur-Seine.**

M° Porte-d'Ivry ou Pierre-Curie.

Ouverture des portes à 19 heures

Bar et restauration froide. Prix d'entrée: 13 euros (une consommation comprise).

Réservation au 01 46 72 64 68.

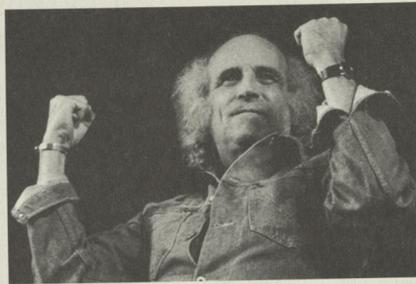


Photo: Marcel Lannoy

Deux journées contre le G8

le 10 mai

10h30: table de presse et apéro au marché de Chambéry;

12 heures: pique-nique « tiré du sac » au parc du Verney de Chambéry;

14 heures: débats publics: « expériences et pratiques alternatives, les pratiques autogestionnaires »;

16 heures: « surexploitation de l'environnement et capitalisme » à la Maison des associations de Chambéry, entrée libre;

19h30: banquet festif à Larsen (patates au vin, fromage... à prix libre) et crêpes;

21 heures: concert à Larsen avec Motocross (ska punk-rock'n'roll, Annemasse), KuBlaKhan (noisy-rock psychédélique, Chambéry), Crankcase (punk hardcore, Annemasse), les Gars lurins (jonglage, monocycle clownesque) et DJ's Mook Sound System.

Paf: 5 euros.

le 17 mai

15h30: projection et discussion, à la salle Jean-Renoir (Chambéry) autour du film *Danger travail*, documentaire de Pierre Carles avec le concours de Christophe Coello et Stéphane Goxe;

18 heures: projection de *Les châteaux du capitalisme* réalisé par Jérôme Champion;

21 heures: concert à Larsen avec Redbong et la Cinquième kolonne (hip hop, Saint-Étienne). (programme non définitif)

Paf: 5 euros.

Le collectif Claaacg8savoie prépare le Village alternatif anticapitaliste anti-guerres (Vaaag) qui se construira à Annemasse, près d'Évian, et sera ouvert du 28 mai au 3 juin.

Nous contacter: claaacg8savoie@no-log.org ou: CRI Libertaire, Maison des associations, 67, rue Saint-François-de-Sales, 73000 Chambéry.

Collectif ClaaacG8 de Savoie

Foire aux livres anarchistes de Marseille

DEPUIS 1990, le Centre international de recherches sur l'anarchisme (Cira) publie chaque année une bibliographie anarchiste. Ce sont plusieurs centaines de livres ayant un rapport (même lointain) avec l'anarchisme qui ont été ainsi recensés. L'idée est venue de faire se rencontrer ceux qui écrivent, ceux qui réalisent et ceux qui lisent ces livres. Il a été décidé de faire appel en priorité à ceux qui les éditent dans une optique de diffusion des idées et de l'histoire anarchistes et libertaires et non de recherche de profits liés à un phénomène de mode. Le Cira s'inscrit dans la lignée de expériences précédentes comme la Mostra du livre libertaire de Montpellier, la Fête du livre libertaire de la CNT ou encore Lire en fête libertaire.

La Flam, organisée par le Cira, aura lieu au théâtre Toursky (16, promenade Léo-Ferré, 13003 Marseille) le samedi 10 mai (de 15 heures h à 23 heures) et le dimanche 11 mai (de 11 heures à 19 heures).

Cira, BP 40, 13382 Marseille cedex

THÉÂTRE TOURSKY
16, promenade Léo-Ferré - 13003 Marseille
Samedi 10 mai, de 15 à 23 heures
et dimanche 11 mai 2003, de 11 à 19 heures
Foire
aux
livres
Anarchistes
de
Marseille

la raison du plus fort

documentaire projeté dans le cadre du Frap à Paris

Quatre questions posées à Patric Jean, interviewé par Chloé et Wally Rosell pour Radio libertaire.

Radio libertaire: Au départ, ton film s'appelait *le Bruit et les Odeurs*. Pourquoi as-tu changé?

Patric Jean: D'abord parce qu'il y a un autre film qui a pris ce titre. Depuis, je ne regrette pas. Ce titre convient mieux à un documentaire qui décrit une société qui prétend défendre la tolérance zéro, mais qui n'applique que la raison du plus fort.

Radio libertaire: Dans ton film, peu de femmes apparaissent, pourquoi?

Patric Jean: Je pense que c'est très difficile de faire parler les femmes quand elles sont dans la misère. Elles subissent plus fortement le retour d'une image sociale dévalorisée. Dès qu'il y a une situation sociale grave, elle est encore plus violente pour la femme. Elles n'osent plus prendre la parole. Il m'a fallu près de trois ans pour tourner ce film,

souvent plusieurs mois, pour montrer que je n'avais pas la même approche que les autres « télé ». Il faut encore plus de temps pour faire leur comprendre que leur parole est importante. Certaines n'avaient même pas les mots pour se raconter.

Radio libertaire: Il manque peut-être une dernière séquence à ton film, comment faisons-nous pour tout changer?

Patric Jean: C'est un autre film. Le constat (qui sort de mon film) est accablant pour la société actuelle. Mais les gens que j'ai rencontrés n'ont pas de projet pour reconstruire quelque chose. Ils n'ont pas d'idée sur les moyens d'y parvenir, ce qui les rend plus pessimiste sur l'avenir. Transformer la société est quelque chose de complexe qui nécessite une période préparatoire qui n'est pas entamée. Personnellement, je ne crois pas à un Grand Soir qui passerait selon moi nécessairement par de la violence. Ce sont toujours ceux qui sont en bas de

l'échelle qui souffrent de la violence. Par contre, il est urgent de transformer radicalement la société, même si ça prend plusieurs générations.

Radio libertaire: Les médias nous rebattent les oreilles avec l'insécurité, tu les prends à contrepied?

Patric Jean: J'ai cherché à inverser le problème. Je voulais le point de vue de ceux qui subissent l'insécurité sociale. Ils sont d'une extrême lucidité sur la situation et le peu de perspectives que la société leur offre.

Festival des résistances et des alternatives à Paris
Projection en présence de l'auteur aux Voûtes, 91, quai Panhard-et-Levassor, Paris 13^e, le 11 mai à partir de 14 heures.
Théâtre, concerts, expos, etc.



dessin de Mélanie Pulcinella

« On voit la société comment elle marche, on voit la justice comment elle marche. Franchement, il y a aucun espoir. »
« Quand vous brimez quelqu'un, que vous le frustrez, vous l'excluez, quand vous le mettez dans des conditions où il subit l'humiliation quotidienne, eh bien, comment voulez-vous qu'il ne se révolte pas ? »

numéro 2 x mai 2003 x 1 €

le journal de la **ClaaacG8!**

**Convergence des luttes anti-autoritaires
et anti-capitalistes CLAAAC G8 !**

Pour en finir avec

**le capitalisme
la guerre
le patriarcat...**

**de Liberté
de circulation
Action directe!**

Supplément au Monde libertaire n° 1319



**CONTRE
LES SAIGNEURS DU G8!**
du **28 mai** au **3 juin 2003**,
contre le sommet du G8 à **Evian**

Journal édité par Alternative libertaire (AL), Confédération nationale du travail (CNT), Fédération anarchiste (FA),
Organisation communiste libertaire (OCL), Organisation socialiste libertaire (OSL), Réseau No pasaran

site internet: <http://www.claaacg8.org> - mail: claacg8@claacg8.org

GUERRE POUR LE PÉTROLE OU PÉTROLE POUR LA GUERRE ?

SUN TZU DIT : « La guerre est d'une importance vitale pour l'État. C'est le domaine de la vie et de la mort : la conservation ou la perte de l'empire en dépendent. Il est impérieux de la bien régler. »¹
Les puissants de ce monde, unis derrière leurs serviteurs (militaires, policiers, médias et gouvernants), exploitent et saignent les peuples.

L'expression « lutte de classes » ne vous dit peut-être rien, ou vous fait sourire. C'est pourtant bien de cela qu'il s'agit. Les opérations dans le Golfe persique n'y échappent pas, vous non plus ! Si les populations du monde entier ont dit « Non à la guerre », leurs gouvernements eux n'ont pas été aussi unanimes. Économie oblige, pour (USA, Grande Bretagne, Espagne) ou contre (France, Allemagne, Russie), ils se sont déjà réconciliés pour imposer leurs entreprises, leurs « façons de gouverner », leurs cultures, toutes ces exigences qui n'en libéreront pas pour autant le peuple irakien de la misère. S'étaient-ils jamais disputés, hormis pour nourrir le spectacle ?

La démocratie en Irak ! Foutaises ! Les ouvriers irakiens sont écroulés sous les tempêtes de bombes et les Kurdes sont sous la menace d'un nouveau génocide. La démocratie ! Allez tentez d'en convaincre les montages vietnamiennes, nicaraguayennes, ruandaises, tchéchènes, ivoiriennes, mexicaines, yougoslaves, birmanes, congolaises, de Sierra Leone ou d'ailleurs... essayez de les persuader, ces montages de cadavres, que les puissances occidentales combattent contre le « monde du mal », pour la « démocratie ».

« La guerre c'est la paix »²

Ou autrement dit, les gens sont tués aujourd'hui pour leur « bien » ou pour des raisons « humanitaires ». En Yougoslavie, au Soudan ou en Afghanistan, on s'en souvient tragiquement et la Tchétchénie est à genoux devant Poutine et son pacifisme...

On fabule sur la démocratie en imposant la force, on nous embrouille avec le terrorisme en battant tous les records de bombes, on nous fait paranoïer sur les armes de destruction massive en détruisant massivement la vie de dizaines (de centaines) de millions de bœufs émissaires, on prétend la sécurité pour développer l'insécurité de masse...

La force du verbe n'est plus à démontrer ! La soumission est maintenue par la compromission du sens.

Sous l'idéologie nauséabonde du « choc des cultures », l'extrémisme religieux ou nationaliste est cultivé pour constituer les impulsions mobilisantes de la grande boucherie. Pendant ce temps, le dieu « argent » se moque des incantateurs de Moïse, Jésus, Mahomet, Bouddha, Shiva (et etc.), envoyant leurs disciples s'entretenir.

Les conquérants, c'est-à-dire la poignée des riches capitalistes, ont besoin d'entretenir la peur collective dans le cerveau des populations. Par conséquent, la société de l'information, autrement dit les médias de masse, nous matraquent de leur soumission parfaite aux grands « saigneurs ».

Il n'est pas inutile de rappeler que Milosevic était un banquier très en vue avant d'être le dictateur de la Serbie, ayant résidé à New York et

allié en affaires à la famille Bush. Ossama Ben Laden, héritier milliardaire du BTP et du pétrole saoudien, dont la famille intégriste (comme lui même) a toujours été très amie de celle des Bush, fut un agent important de la CIA. Saddam, a été naguère copain comme cochon avec les puissances occidentales, en particulier France et USA. L'empire est ainsi fait qu'il se nourrit des Frankesteins sanguinaires qu'il se fabrique.

La guerre pour le pétrole ou le pétrole pour la guerre ?

Certes, cela n'est pas sans importance. L'or, de couleur noire ou jaune, suscite toutes les convoitises. Noir de plus naturel dans une société capitaliste, par définition basée sur la propriété privée, l'accumulation des profits et la domination de l'humain par l'humain ?

Au-delà des champs pétroliers, c'est d'autres enjeux très importants qu'il s'agit : en particulier, dans cette région très aride, le contrôle de l'eau est fondamental. Il faut effectivement savoir que l'eau est à la base du problème israélo-palestinien, dès 1948, avec le premier conflit opposant Israël aux Arabes, ou plus tard en 1953, lorsque l'état hébreu décida de s'approprier l'eau du Jourdain et du Golan, au détriment de la Syrie, ou encore récemment, avec l'échec des accords de paix. L'eau est certainement au centre des préoccupations actuelles et des problèmes kurdes et irakiens, quand la réalisation d'un énorme complexe de barrages en Turquie (comportant le 5^e plus gros barrage au monde, c'est-à-dire Atatürk) menace carrément d'assécher l'Irak et la Syrie.

Mais cette guerre, pour le pétrole, l'eau, l'argent, est en fait surtout une guerre pour contrôler... le monde !

Depuis César, Genghis Khan, les rois colonialistes de France, d'Angleterre, d'Espagne, Napoléon, Staline ou Hitler, tous ont fantasmé sur le trône mondial.

Car, qu'est-ce donc la mondialisation capitaliste, si ce n'est une guerre pour la constitution d'un État planétaire ? Certains naïfs, ou d'autre moins naïfs, prétendent que c'est en imposant des taxes (genre Tobin) ou autres impôts transnationaux qu'on peut lutter contre ça, comme si le capitalisme pouvait s'humaniser.

Dans ce contexte où la guerre dite « froide » paraît loin, le Moyen-Orient représente des enjeux géopolitiques primordiaux. Prenant pied dans cette région « spéciale », les faucons étasuniens et leurs alliés empêchent l'émergence d'alliances et de puissances rivales potentiellement dangereuses, telles que l'Iran ou la Syrie voisines. En relation avec le « cirque » afghan, loin d'être pacifié quoiqu'on en dise, ils se positionnent sur une route connectant la Chine à la CEE, en passant par l'Inde, l'Asie centrale, la Russie et la Turquie.

Les « théâtres d'opération » sont particulièrement nombreux sur la planète. Les réseaux politico-mafieux internationaux, les lobbies militaires-industriels, les consortiums énergétiques, les multinationales de l'import-export et de la grande distribution, les gros patrons, tous savent y convertir le sang, la sueur et la souffrance en or, dollars ou euros !

Pour étancher leur soif mortifère, ils utilisent l'OTAN, l'ONU, le FMI, Interpol, la BM, l'OMC, le G8, la Bourse... Toutes ces organisations, vitrines

du libéralisme, mais trafiquant dans l'ombre, à la fois omnipotentes, soumises et neutralisables à souhait (si on est un saigneur), sont déjà des instances de « Gouvernance mondiale ». Elles préfigurent les institutions d'une future dictature planétaire.

La CEE, l'Accord de libre échange américain (ZLEA), les marchés émergents des républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizistan), richement dotées en pétrole, gaz et ressources minières, les projets d'un marché commun asiatique, regroupant la Chine, le Japon, l'Inde, Singapour... sont des étapes territoriales importantes, à l'échelle des continents, à franchir à moyen terme.

Dans les pays industrialisés, les regards sont aujourd'hui tournés vers les événements graves de Palestine et d'Irak.

Pendant ce temps, pour soutenir la « croissance », le gros patronat se livre à un véritable saccage social. La guerre de l'extérieur, si terrible, vient masquer la guerre de l'intérieur : délocalisations et licenciements massifs, explosion du travail précaire et clandestin, privatisation et démantèlement des services publics, destruction des acquis sociaux, développement des formes d'esclavage moderne... la valse n'en finit plus !

Pour contenir la violence du désastre libéral, les gouvernements des pays industrialisés augmentent dangereusement les crédits à la police et à l'armée, au détriment des secteurs de l'éducation, de la culture, de la santé, du social (...); la police, l'armée, toutes deux faites de pauvres en uniformes dont le métier est d'arrêter, enfermer, torturer et tuer d'autres pauvres.

On construit de plus en plus de prisons. On lâche la bride des chiens policiers, plus nombreux et mieux armés de jour en jour. Les lois sécuritaires, les systèmes de fichage électronique, viennent soutenir les mesures d'exclusion économique et sociale impulsées par le FMI (sous les termes de « plans d'ajustement structurels »). Les minorités sont sciemment criminalisées. Les gens du voyage, les demandeurs d'asile, la jeunesse des villes et des campagnes, les prostituées, les militants syndicalistes, associatifs ou politiques mais aussi l'ensemble des travailleurs peuvent en témoigner douloureusement. Dans les pays dits « développés », la guerre de l'extérieur est aussi celle de l'intérieur. C'est la guerre permanente des riches contre les pauvres.

L'humanité peut-elle se permettre de continuer ainsi ? Non !

C'est à chacune et chacun d'entre nous que revient la responsabilité de construire un autre futur... anticapitaliste, antimilitariste, pacifiste, antiautoritaire, solidaire... C'est non seulement indispensable, mais c'est aussi possible. Nous sommes le pouvoir ! La grève générale expropriatrice, l'action directe, la lutte sociale, la solidarité internationale, sont notre force et notre espoir ! Servons-nous-en !

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes ! *

1. « L'art de la guerre », par Sun Tzu, maître en stratégie chinois du V^e siècle avant J.-C.
2. C'est pleinement conscientEs que nous succombons à cette mode de citer « 1984 », le livre de George Orwell, qui anticipe une société totalitaire absolue.

QUAND ON AURA ABOLI LE CAPITALISME ET LE SALARIAT!

NOUS RECONSTRUIRONS une société égalitaire à laquelle chacun¹ apporte sa contribution et dont chacun retire les satisfactions qu'il en attend. Un mode d'organisation sociale tel que chacun participe aux décisions à la mesure de son implication dans leurs conséquences; où chacun reçoit l'éducation dont il a besoin et partage les connaissances communes. Selon une éthique où chacun a conscience que la liberté des autres est la garante de sa propre liberté. Un mode de production, de répartition et de consommation où chacun reçoit ce dont il a besoin, et chacun participe à la production et consomme, en fonction de ses capacités, de ses besoins, de sa propre volonté.

Il est clair que le système économique actuel, basé sur la propriété privée des moyens de production, vu les inégalités génératrices de classes sociales qu'il implique, est à bannir. Pour en reconstruire un totalement nouveau, à partir de nos idéaux. Avec une économie basée sur l'égalité sociale, la liberté, la solidarité, et l'auto organisation de chacun en association avec tous.

Sur le plan de la production, il nous faut redéfinir les rôles sociaux de chaque contributeur, contributrice. Chacun, ayant accès à l'éducation et aux connaissances communes, pourra assumer les décisions le concernant en toute connaissance de cause. Chacun, en fonction des besoins et des envies des autres, autant qu'en fonction des siennes, pourra décider en concertation avec les autres, de la contribution qu'il a à apporter pour remplir son rôle social de producteur, et ce qu'il attend en tant que consommateur. Mon rôle de contribut [eur] [rice] à la production pourra comporter des contraintes indésirables que j'accepterais dans la mesure où je les partagerais à égalité avec toutes et tous les autres et que je les juge nécessaires à la satisfaction de chacun.

Une telle réorganisation de la production, de la consommation et de la répartition entraînera un nouveau mode d'évaluation des biens produits. Au lieu de prendre comme base l'offre et la demande, la loi du marché, on pourrait prendre en compte l'effort fourni pour sa production ainsi que l'impact que cause sa production sur celles et ceux qui la produisent et sur l'environnement. Chacun n'aura pas les mêmes envies ni les mêmes besoins, et tout le monde n'aura pas envie d'apporter la même part de contribution au bien-être de tous et au sien

propre. Si l'organisation de la société n'est pas capable de satisfaire toutes les envies de chacun, il faudra trouver un nouveau système de répartition cohérent et égalitaire. Certains estimeront qu'il vaut mieux restreindre ses envies, consommer moins et produire moins; d'autres seront prêts à un effort plus grand de production pour pouvoir satisfaire plus de leurs envies. Certains besoins, partagés par un grand nombre si ce n'est par tous, seront nécessaires à la bonne marche de la société dans son ensemble.

Il appartiendra aux associations d'habitant-e-s, de consommat [eurs] [rices] et de product [eurs] [rices], fédérées entre elles, de déterminer les besoins qu'il sera nécessaire de satisfaire pour que tous et toutes puissent vivre de manière confortable. Il en est ainsi de l'approvisionnement en eau et en énergie des habitations et des lieux de production, des infrastructures de santé, des services d'éducation, des institutions de recherche scientifique, des moyens et infrastructures de transports collectifs et de communications, et dans une certaine mesure de certaines nourritures et autres biens de consommation courante. Si nous voulons construire une société égalitaire, ces biens et services doivent être mis à la disposition de toutes et tous, sans autre restriction que leur disponibilité, chacun contribuant à leur mise à disposition.

En ce qui concerne les envies individuelles, il pourrait être égalitaire que chacun consomme à mesure des efforts qu'il est prêt à fournir. Là encore il nous faudra redéfinir le mode d'évaluation de l'effort fourni par chacun. En effet, actuellement le revenu du travail est basé encore une fois sur l'offre et la demande, sur les capacités physiques et intellectuelles de chacun, sur l'accès au savoir et à l'éducation ou/et sur la quantité produite. Ce système est générateur de classes sociales inégalitaires. Ceux qui se partagent l'éducation et les connaissances avec ceux qui détiennent le capital, dominent les autres. Le temps de travail ne semble pas non plus un bon mode d'évaluation, certains préférant travailler plus intensément et moins longtemps, d'autres au contraire préférant répartir leur effort dans le temps. Il n'y a pas besoin de règles générales pour évaluer l'effort, et là aussi ce sera aux associations de product [eurs] [rices] s'associées d'évaluer l'effort de chacun en se concertant.

Actuellement nous vivons dans un système où le travail musculaire est souvent séparé du travail intellectuel, et où ce dernier est surévalué. Le système d'organisa-

tion sociale est tel qu'une inégalité de classe existe dans l'accès à l'éducation et au savoir. Ceux et celles qui ont développé par l'éducation leurs capacités intellectuelles, et ont de par ce fait un plus grand accès au savoir, profitent de cet avantage pour s'arroger une meilleure place dans la société et se libérer du travail manuel pénible. Dans une société égalitaire, les tâches manuelles et les tâches intellectuelles devront être mieux réparties.

La planification de la production, de la consommation, de la répartition et de la contribution de chacun s'élaborent à la base dans chaque association de producteurs, de consommateurs et d'habitants, en passant par la concertation avec les autres associations fédérées, et finalement décidés par les associations de base. Chacun participant à l'égalité aux tâches nécessaires à la production, les moyens de mécanisation et d'automatisation des tâches pénibles se développant, la partie de sa vie que chacun consacrerait au bien-être de tous sera réduite par rapport à celle que chacun actuellement consacre à ses rôles sociaux; lui laissant plus de loisir pour s'épanouir individuellement et collectivement. On aura plus de temps pour faire la fête. ✱

1. Dans ce texte le lecteur/la lectrice doit prendre «chacun» au genre neutre.



LA PLANÈTE SE DÉGRADE, LES INÉGALITÉS SOCIALES SE RENFORCENT

DÉVELOPPEMENT, PROGRÈS ET RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT, sont des idées qui font consensus depuis longtemps, à droite comme à gauche. Pourtant ce Progrès et ce Développement sont parfaitement contradictoires avec le respect de l'environnement et apparaissent de plus en plus clairement comme des impasses pour l'humanité et la planète tout entière.

Durant deux siècles, le développement économique et les découvertes techniques ont favorisé une production de biens croissante ainsi qu'une augmentation permanente des capacités de production. Loin d'alléger le fardeau du travail, les gains énormes de productivité sont utilisés à produire toujours plus. Les sociétés, d'abord européennes, se sont trouvées entraînées par le capitalisme dans une logique productiviste qui finit par être érigée en valeur commune et présentée comme fin en soi.

Ce productivisme est inhérent au capitalisme, fondé sur une concurrence effrénée qui implique pour toute entreprise de produire à moindre coût, sans considération de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses ni des dégâts qu'elle occasionne sur l'environnement.

Toute idée de progrès a donc été liée à cette frénésie productiviste. La question sociale, nous disait-on, trouverait sa solution dans l'abondance. Le bonheur de l'humanité serait obtenu par l'effet conjugué de la science et de la technique, sans considérer qui décidait et donc qui maîtrisait les choix. La question écologique n'était évidemment pas évoquée.

À l'heure où le capitalisme s'est étendu à l'échelle de la planète, force est de constater que les bilans sociaux et écologiques sont bien négatifs. Si dans les vieux pays industrialisés l'exploitation des êtres humains peut paraître moins sauvage qu'au siècle dernier, à l'échelle mondiale on peut considérer que l'exploitation économique des hommes, des femmes, des enfants s'est considérablement renforcée.

L'état de la planète se dégrade d'année en année

C'est la globalisation du modèle économique présenté comme seule voie possible, le capitalisme, qui génère une dégradation sans cesse plus grande de la planète. Dégradation sans limite qui atteint l'irréversibilité: les réserves d'eau, les sols, la diversité du vivant, les conditions de vie des populations.

Les financiers et les industriels mènent leurs projets d'une main de fer dissimulée

dans le gant de velours de l'idéologie du développement infini et du progrès économique. Évaluant par-delà les frontières, ils dictent des orientations¹ qui ne répondent qu'à leurs seuls intérêts économiques et à leur préoccupation de maintenir leur domination sur le monde.

À leurs côtés, de multiples complices dissimulés sous des oripeaux de toutes couleurs tentent de donner au capitalisme une odeur plus fleur bleue et le conseillent sur les initiatives favorables à une moindre dégradation de la nature; ils voudraient nous faire avaler la couleuvre d'un capitalisme édulcoré, soi-disant respectueux de l'environnement, porteur d'un «développement durable». Les ténors des organisations ouvrières réformistes, trotskystes et staliennes, de même que les nouveaux socio-démocrates à la mode Attac, en choisissant de composer, chacun à leur manière, avec le capitalisme, ont véhiculé et véhiculent encore une idéologie productiviste inséparable de l'exploitation du travail humain.

Pire, ils réclament la restauration de l'État, son meilleur contrôle de l'économie capitaliste. Certains vont même jusqu'à prôner l'instauration d'un super-gouvernement mondial. De la même manière, bien qu'égratignant quelques pans de l'idéologie productiviste, les écologistes élevés au grain libéral ou social-démocrate laissent en suspens la résolution radicale de la question écologique en faisant croire que des aménagements successifs, guidés par l'État, permettront de faire évoluer les mentalités, alors que c'est aux populations elles-mêmes de décider de l'utilité sociale de leurs activités.

Démâser les chimères qui nous conduisent à la soumission sociale et à la catastrophe écologique

Se cantonnant dans la proposition de solutions techniques, ces aménageurs environnementalistes ne conçoivent pas de remettre en cause ce système générateur des principales catastrophes écologiques passées, présentes et à venir. Ils favorisent une vision parcelle du problème écologique. Nous ne pourrions aborder sérieusement l'exploitation outrancière de la nature sans considérer son pendant, procédant du même processus, l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

Les catastrophes, telles les inondations exceptionnelles, se succèdent à un rythme accéléré, faisant toujours plus de dégâts et de victimes. Le dérèglement climatique accuse apparaît être directement lié à des effets résultant des activités humaines et plus particulièrement à celles de la dernière période

industrielle et capitaliste. L'influence de ces facteurs, dont l'importance n'est pas encore clairement définie, ne doit cependant pas occulter le rôle tout aussi déterminant de l'aménagement des territoires fait en dépit du bon sens écologique. Des responsabilités tentent aujourd'hui de se camoufler derrière ce bouleversement climatique érigé en nouvelle fatalité.

Autre exemple: La construction de grandes infrastructures ouvre la voie à l'expansion du marché mondial et soumet les populations aux impératifs de l'économie capitaliste globalisée, à une division internationale du travail totalement irrationnelle, provoquant la destruction de la petite activité productive traditionnelle et des économies locales ou régionales autocrates. L'augmentation des kilomètres que les marchandises sont amenées à parcourir est particulièrement évidente dans le cas des produits alimentaires. La Politique Agricole Commune européenne encourage la production à grande échelle et dans le même temps augmente la distance de transport des aliments consommés en fin de parcours. 70 % du trafic actuel est en réalité superflu. La circulation incessante des marchandises comme des êtres humains, l'obsession du «temps gagné» est le contraire de la liberté, ce sont des dispositifs qui renforcent encore davantage le sentiment d'impuissance et la soumission.

Le sauvetage de la planète ne saurait s'envisager sans se libérer du règne de la marchandise qui atteint tous les aspects de notre existence. Il faut lire le dessous des cartes de ce gigantesque poker menteur que jouent les financiers de tous les pays en pillant des ressources qui appartiennent à toutes et tous, populations d'aujourd'hui comme générations futures. Partis, syndicats dans leurs versions passistes ou rénovées se placent dans une même dynamique, de la même façon que les ONG ou autres associations. Certains se désintéressent de la question écologique en continuant à nourrir la chimère de la croissance économique, d'autres abordent les dégradations imposées à la planète sans analyser leurs causes sociales, économiques et politiques. Ainsi est-il indispensable de lier la question de l'écologie au choix de société. Si, à travers le monde, se développe encore le modèle capitaliste, nous pouvons être assurés d'un futur peu reluisant en termes d'écologie, de paix et de progrès social. ✘

1. À travers la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce, entre autres.

LES GUERRES CONTRE LES FEMMES

AUJOURD'HUI UNE GUERRE INSENSÉE SE DÉROULE en Iraq à la suite d'un embargo de douze ans. Cette deuxième guerre du Golfe, qui ne parvient plus à cacher les milliers de victimes civiles, n'est que la dernière d'une série de crises et de conflits locaux et globaux: la première guerre du Golfe, les guerres en ex-Yougoslavie, le Kosovo et la guerre en Afghanistan. Les femmes (sauf lorsqu'elles imitent les hommes et entrent dans les rangs) sont des cibles faciles dans la population civile et sont souvent les victimes de violents utilisés comme arme de guerre. La question du genre en rapport à la guerre est un problème qui doit être discuté.

En effet, le lien entre les guerres d'aujourd'hui, les nationalismes et les problématiques de genre se situe dans un processus économique, culturel, politique et social. Ce lien d'habitude apparaît et se développe avant les guerres dans les territoires qui vont les subir.

Durant les dernières guerres, le nationalisme et la question ethnique ont été les justificatifs utilisés pour le développement des soi-

disant «guerres justes»: les nationalismes et les communautés ethniques se superposent et cachent souvent les vraies motivations de caractère économique et politique qui sont à la base d'une guerre, d'un conflit interne ou d'une guerre civile.

Qu'arrive-t-il dans une société qui se décompose sous l'effet des nationalismes à l'aube d'une guerre? Ainsi comme en ex-Yougoslavie, mais pas uniquement, ce sont les droits civils qui perdent de l'importance et entre tous, les femmes sont les plus touchées et les plus affaiblies dans leurs capacités contractuelles tant au niveau économique que politique ou social. Du point de vue économique, nous savons qu'historiquement lors de moments de guerre, de crise ou d'appauvrissement, ce sont les femmes qui en font largement les frais. Notamment en cas de chômage lié à la conjoncture, les femmes perdent en premier leur emploi. Sur le plan politique dans ces moments-là, la représentativité politique des femmes, l'égalité des chances ou le travail politique pour le respect des différences de genre sont relégués au second plan (dans le

meilleur des cas) car l'agenda politique va devoir se plier aux rythmes de l'urgence et de la crise. Ainsi les femmes sont exclues du débat car porteuses d'éléments soi-disant inutiles en ce moment de crise et d'urgence, car le pouvoir exige l'unité face à la «difficulté», que l'on devienne des citoyenNES sans différences et surtout que l'on ne pense pas en tant que femmes.

Sur le versant social et au travers des médias, l'état de crise se répercute en une progressive marginalisation des femmes de la sphère publique et de la vie sociale et politique pour retourner à la maison et reprendre le rôle d'«anges du foyer» ou à faire le travail de soins en cas de guerre comme infirmière ou comme mère, épouse, fiancée des soldats au front. Les guerres, les crises internationales et les nationalismes ne portent pas seulement la mort et la destruction mais de fait réduisent toujours les libertés et la dignité conquises au prix de longues luttes. Une vision féministe sert à regarder les événements avec une optique différente et surtout en antithèse à celle patriotique et machiste, typique de la guerre et du militarisme. *

JUSTICE POUR LES SANS-PAPIERS

DEPUIS TROIS DÉCENNIES, les luttes des étrangers pour améliorer leur situation et se rapprocher du niveau de vie des Européens se sont succédées.

Des étrangers acteurs et actrices du changement social

Dans les années 60 et 70, leurs luttes ont eu principalement pour objet la revendication de logements et de salaires décentes. Depuis la fin des années 70, ils/elles sont présents dans les luttes pour la citoyenneté, pour le droit à la vie associative, pour l'accès au débat politique et contre le train de mesures qui leur sont hostiles depuis 25 ans (rétrécissement du droit au séjour, à la nationalité française, au droit d'asile, aux études, double peine): ces revendications leur sont vitales, la France et l'Europe étant traversées par une vague de racisme qui n'osait plus s'afficher depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Quelle indignité!

Alors, permettez-nous de nous étouffer de colère quand nos chers élus justifient l'exclusion d'immigrés primo-arrivants ou de demandeurs d'asile au nom d'une compassion avec les exclus de ce pays. Évidemment, ce discours ne convient pas grand monde: voilà 20 ans que les États européens multiplient les obstacles aux personnes étrangères voulant s'y introduire en zones d'attente, police spécialisée dans la chasse aux immigrés, centres de rétention, interprétation restrictive de la Convention de Genève sur le droit d'asile, politique commune de visas.

Régularisation générale et immédiate

Certes, près de 80 000 personnes ont bénéficié d'un début de régularisation suite à la circulaire Chevènement: leur situation reste inconfortable. Leur statut face au droit au séjour est pour beaucoup d'entre elles et d'entre eux très fragile (carte de 3 mois renouvelables ou cartes d'un an pouvant être remises en cause en l'absence de revenus salariaux), sans compter la précarité de leur existence. Il reste que 60 000 personnes ont essuyé un refus de la part des préfectures, sans compter toutes celles et tous ceux qui n'ont pas demandé à bénéficier de la régularisation Chevènement, soit par méconnaissance, soit par peur de se signaler, soit parce qu'elles sont arrivées après la fin de la période de régularisation.

Libre circulation et établissement

Au-delà des revendications des personnes sans-papiers pour une régularisation globale et durable, les anarchistes défendent l'idée d'une libre circulation des personnes ainsi que d'un libre établissement.

La libre circulation des personnes et des idées fait partie des Droits humains classiques. Dans les textes officiels, il s'agit en fait de la libre circulation à l'intérieur d'un État, droit qui n'existait pas dans les pays de l'Est ou dans des pays comme l'Afrique du Sud. Aujourd'hui, avec la montée en puissance des moyens de communications (transport des personnes et des informations), c'est techniquement possible. L'obstacle principal reste humain: les préjugés

«contre» les étrangers sont toujours présents, les soupçons d'une volonté d'installation font que les frontières restent fermées. Cela dit et malgré tout, la libre circulation des personnes est un droit qui, en théorie, ne «mange pas de pain».

Le «pain», voilà l'obstacle à la libre installation. Sauf à être ultralibéraux, on ne peut admettre la superposition d'individus, les uns croulant sous les richesses, les autres croulant sous le poids de la misère. Permettre à quelqu'un de s'installer dans une ville, une région ou un État, c'est lui permettre de subvenir à ses besoins et, le cas échéant, exercer une solidarité afin qu'il ou elle puisse avoir le minimum. Et pour nous, le minimum, c'est l'égalité économique entre individus, entre régions, pays, continents.

L'obstacle consiste donc dans la manière inégalitaire de répartir les richesses et le travail nécessaire pour les créer. Aujourd'hui, c'est autour du marché du travail que se créent et que se répartissent les richesses, encore que leur répartition passe de plus en plus par le canal de la solidarité et de la protection sociale. Un autre obstacle à la libre installation, c'est la machine étatique, monstre froid pour lequel «gouverner, c'est prévoir»: pour un État, admettre une libre circulation et un libre établissement des personnes, c'est admettre de l'imprévu dans son fonctionnement et dans son rôle de pacification sociale. Bref, c'est risquer une remise en cause de son pouvoir. Et ça, ça leur est impossible. *

DE L'ACTION DIRECTE COMME PRATIQUE LIBÉRATRICE

LE DISCRÉDIT qui touche en profondeur la démocratie représentative se manifeste de manière flagrante lors de toutes les consultations électorales et ce à tous les échelons administratifs : communal, départemental, régional, national et européen.

Le taux d'abstention moyen est aujourd'hui dans la fourchette des 50 %, encore faut-il y ajouter les non inscrits qui se chiffrent à presque quatre millions en France.

Cette situation est largement généralisée dans tous les états dits démocratiques. Cela pose un problème de légitimité immédiate aux élu-es et à terme, ce phénomène pourrait être un élément déstabilisateur majeur de ce système politique dont se gargarisent tant les dirigeants du monde capitaliste.

C'est pourquoi nous assistons depuis quelques années à diverses tentatives de renouvellement du discours politique dont le but est de réconcilier la classe dirigeante et les populations.

Plus que jamais les élu-es se veulent de proximité, près des gens et sur le terrain, veulent s'occuper des vrais problèmes et dénoncent même, à l'occasion, le cumul des mandats. Dernière nouveauté, les élu-es en pince pour la parité homme/femme qui, paraît-il, rend l'exercice du pouvoir différent.

Bien entendu il leur faut aussi trouver des pratiques qui matérialisent cette volonté désespérée de nous voir investir les bureaux de vote pour leur plus grand profit.

C'est à qui ira le plus loin dans la mise en place de conseils de quartiers, de conseils municipaux d'enfants, de conseils consultatifs d'immigrés, voir même de référendums locaux lorsqu'un sujet divise en profondeur une collectivité.

Les projets de démocratie participative, de référendums d'initiative populaire et de pouvoirs rendus au peuple se multiplient. La plupart du temps nous restons sur notre faim tant leurs idées s'avèrent être des gadgets, voir des canulars. Car au bout du compte les décisions significatives sont toujours prises par les mêmes, au service des mêmes intérêts de classe.

Même si de temps en temps un candidat se laisse aller à évoquer la démocratie directe le temps d'un discours électoral, c'est toujours en donnant une définition tronquée et pour en désamorcer le contenu le gros mot à peine prononcé... Des fois que quelqu'un lui dise chiche.

Que voulez-vous, l'air du temps est à la démocratie et à l'action directe.

Encore faut-il savoir ce que signifient ces mots.

Pour faire simple, c'est simplement la mise en œuvre de l'égalité sociale, c'est-à-dire l'abolition des rapports dirigeant-e/dirigé-e, dominant-e/dominé-e, sur lesquels sont construits les classes sociales.

C'est l'intervention des salarié-es et exploité-es organisé-es dans des structures autonomes pour défendre leurs intérêts face à l'État et au capital et ce, sans les intermédiaires et médiateurs constitués par les bureaucraties syndicales et politiques.

C'est une stratégie de lutte au cours de laquelle chacun-e devient acteur-e, agissant et maîtrisant son action, ses buts et les moyens à mettre en œuvre pour faire aboutir des revendications élaborées collectivement.

C'est dans le même temps faire l'apprentissage des formes et outils de décision qui constitueront demain les structures de la société future qui se substituera à l'État et au capital.

C'est la construction de pratiques de solidarités entre salarié-es, permettant au fur et à mesure du développement des luttes, de prendre conscience de l'interdépendance des sociétés, de l'intérêt à privilégier la coopération et l'entraide comme moyen de réguler les relations sociales.

À ce titre, l'action et la démocratie directe sont des éléments constitutifs de la liberté individuelle et entre collectivités humaines. *

PRÉSENTATION DU VAAAG

DANS LE CADRE de la mobilisation contre le G8 qui se déroulera cette année en France, la CLAAAC soutient le projet d'un village alternatif : le Vaaag : village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres. L'idée de ce village est née du constat d'échec sur la façon dont les mouvements libertaires étaient représentés à l'occasion des contre-sommets jusqu'à lors. Se contenter de la manifestation unitaire ou d'un affrontement avec les forces de l'ordre comme cela avait été le cas à Bruxelles a porté un certain nombre de personnes à réfléchir sur un nouveau mode d'apparition. C'est ainsi que l'idée du village a germé.

Ce village est conçu comme un pôle de convergences des luttes qui émergent dans le mouvement social et particulièrement dans la sphère libertaire et dans les groupes qui lui sont proches. Mais, c'est aussi un pôle de résistance marqué, un espace de rupture qui revendique une véritable identité anticapitaliste notamment.

L'idée forte du village réside également dans le fait de mettre en pratique les différentes idées qui animent les individus travaillant à la création du village. C'est pourquoi le village est placé sous une bannière autogestionnaire, ce

qui implique que les différents participants se doivent de respecter une charte de vie du village et une répartition des tâches dans les différents quartiers. De même, le village se veut être une véritable force de contre-proposition au système marchand et mettra en pratique une forme, l'anticapitalisme, pour montrer qu'il existe réellement des alternatives.

Outre les actes de la vie quotidienne et le fait d'être un pôle de résistance avec une identité marquée, le village sera aussi le réceptacle des idées que nombre d'entre nous défendons et ce, sous forme de débats, de projections et d'interventions. Pour la tenue des débats, il est souhaitable que soit cassé le rapport spécialiste/auditoire et que les différentes organisations hexagonales ou internationales co-organisent conjointement ces sessions. Les débats s'organiseront autour de trois thèmes : guerre intérieure et extérieure, luttes sociales d'ici et d'ailleurs et enfin, résister c'est créer. Parallèlement à ces débats se tiendront le Forum des luttes sociales et des débats initiés par la CLAAAC. Il est enfin à noter que des camarades d'Amérique du Sud seront présents

sur le village dans le cadre du SIL¹ et prendront la parole pour faire état des relations Nord/Sud telles qu'ils les subissent au quotidien.

Le village sera aussi un lieu dédié à la contre-culture au sein duquel auront lieu des concerts et diverses manifestations culturelles liées notamment à différents milieux associatifs.

Enfin, le village comprendra un point média soutenu par Radio Canut et différents médias alternatifs au cœur duquel prendront naturellement leur place un espace de décodage de l'information officielle et un espace informatique et Internet.

Ce projet est certes ambitieux, mais nombre de « collectifs village » travaillent à sa réussite afin qu'il soit un espace reflétant pour le mieux les alternatives que toutes et tous prônent. *

1. SIL : Solidarité internationale libertaire.



VAAAG

21ter, rue Voltaire, 75001 Paris
tél : 06 11 29 02 15
mail : vaag_paris@no-log.org
site web : http://www.vaaag.org

AGENDA

1^{er} mai - Lyon

21h - Concert de soutien au Vaag au Café libertaire, 19 rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er}.

1^{er}-18 mai - Saint-Étienne

Le troisième Festival des résistances et des alternatives se déroulera à St-Etienne du 1^{er} au 18 mai 2003. Au programme : des concerts, des conférences et des actions (manif du 1^{er} mai, street party, action sur les prisons...).

Le thème du festival est cette année le G8, avec notamment : une conférence en soutien à la Claaac G8, le 15 mai à 19h, salle Sacco et Vanzetti de la Bourse du Travail ; une commission VAAAG. www.avataria.org & resistances.info.free.fr

7 et 17 mai - Nièvre

Vidéo-discussion organisée par le collectif Convergence des luttes pour construire des alternatives sur le thème « Créons le monde que nous voulons ».

7 mai 19h30 - Café Charbon à Nevers.
17 mai 19h - Anciens abattoirs de St-Amand en Puisaye.

7 mai - Lausanne

Débat sur les médias et le « mouvement antimonétarisation » organisé par le collectif La Commune. 20h15. Tir groupé, place du Château.

8 mai - Perpignan

Expo-infos sur le G8 et les impacts de la mondialisation sur le quotidien de tout un chacun-e, lors d'un repas de quartier qui se tiendra dans le cadre du festival Sirocco du quartier St-Mathieu. Plus d'infos : sertao@caraimail.com

9 mai - Reims

Concert anarcho-punk en soutien au Vaag à 19h30, il se déroulera à la Palissade (un bar à 5 mn de la gare) à côté du lycée Roosevelt.

10 mai - Lausanne

Manif contre le G8, nourrissante mais comestible ! Rendez-vous à 10h30 gare du Sentier (dép. de la gare de Lausanne 12:34)

16 mai - Lyon

21h - Concert de soutien au Vaag à La Duendé, 90 rue Montesquieu Lyon 7^e.

28 mai au 3 juin - Annemasse

Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres (Vaaag). cf. page 7.

29 mai - Lausanne

Manif internationale contre le G8. Rencart à 18 h place Chauderon.

30 mai - Lausanne

Arrivée de la caravane cycliste suisse-allemande contre le G8.

31 mai - lac Léman

En soirée opération Feu au lac !! Rassemblements populaires autour de grands feux tout autour du lac Léman

1^{er} juin - région d'Évian

Cortège noir et rouge dans les manifestations de masse qui partiront de Genève et d'Annemasse. Ouverture des frontières.

2 et 3 juin - région d'Évian

G8 à Evian - révolte autour du lac Léman, manif et blocages...

21 mai - Lausanne

Débat sur la mondialisation et l'exploitation des femmes organisé par le collectif La commune. 20h15. Tir groupé, place du Château.

24 mai - Lausanne

Débat du village pour les mobilisations sur Lausanne.

24 et 25 mai - Bagnolet

Forum libertaire anti G8 de Montreuil. Débats, tables de presse, éditeurs... Programme (à confirmer) des débats :
- samedi : 14h internationalisme,

16h sécuritaire, 18h expérimentation sociale ;
- dimanche : 11h30 patriarcat, 14h transports, 16h protection sociale, retraites.

28 mai - Lausanne

20h - assemblée générale : infos & mobilisations contre le G8 à Evian. À l'Espace autogéré, César-roux 30.

29 mai au 1^{er} juin - Paris

Journée d'actions directes contre les seigneurs du G8. Plus de précisions prochainement...

30 et 31 mai - Toulouse

Piknik le samedi midi sur la prairie des Filtres, concert le samedi soir au Clané (9, rue de Queven) puis débat sur le capitalisme et ses différentes alternatives le dimanche. www.vaaag-toulouse.ouvaton.org

Tournée SIL du 9 mai au 3 juin

Tournée organisée par Solidarité internationale libertaire (SIL) : <http://www.ils-sil.org/> avec deux militant-e-s sud-américain-e-s :
1^{er} au 8 mai - Espagne

9 mai - Toulouse

11 mai - Marseille (théâtre Toursky, 16 promenade Léo Ferré, métro National)

12 mai - Lyon

(contacter la Claaac

Rhône-Alpes)

14 mai - Limoges

15 mai - Rennes (contacter la Claaac Rennes)

16 mai - Nantes (contacter le Clag8)

19 mai - Angers (contacter le Calag8)

20 mai - Brest

22 mai - Le Havre

23 mai - Paris (Barbizon, 181 rue de Tolbiac, métro Tolbiac)

25 au 28 mai - Genève et Lausanne

29 mai au 3 juin - Annemasse (dans le cadre du Vaag)

Contre les seigneurs du monde !

Le G8 impose un ordre mondial au profit d'une minorité richissime et au détriment d'une immense majorité d'individu-e-s asservi-e-s et opprimé-e-s. Nous pensons qu'il doit exister entre les êtres humains des rapports autres que marchands, de domination, d'aliénation ou d'exploitation.

La pollution, les gâchis des ressources naturelles, les écarts de richesses sont de plus en plus catastrophiques. La globalisation se traduit par une dégradation des conditions de vie, de travail et par un contrôle social renforcé. Le patronat, avec le soutien des États, prend l'offensive : destruction des services publics, régression du droit du travail, précarisation, flexibilité, licenciements, casse des acquis sociaux (sécurité sociale, retraites...).

Ce système capitaliste ne peut pas être réformé, car il conduit inéluctablement à ces effets. La rupture avec le capitalisme est à nos yeux la seule voie possible pour empêcher une catastrophe économique, humaine et écologique.

LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE

La guerre est l'action permanent de la société, presque tous les domaines de la vie sociale sont soumis à la logique de la militarisation. Les lobbies militaire-industriels se servent du prétexte du terrorisme pour intensifier la guerre mondiale contre les pauvres, les exploité-e-s et toute forme de résistance à l'ordre capitaliste. Ils sont un des principaux moteurs de ce système. Si nous voulons stopper la machine de guerre, il faut nommer, bloquer et attaquer ses responsables, ses logiques et ses structures. Au service des États et des capitalistes, l'armée réprime les luttes sociales et impose un ordre mondial qui opprime les peuples (Argentine, Algérie, Chine, Tchétchénie, Irak...).

La militarisation et la marchandisation de la société et des individu-e-s induit des rapports entre les personnes marquées par les inégalités, l'enlèvement des libertés fondamentales et l'oppression patriarcale. Les logiques capitalistes provoquent, en particulier, une globalisation et une régression de la situation des femmes dans le monde comme la précarisation massive, la marchandisation des corps ou la perte d'autonomie.

Le fait de circuler dans notre monde est réservé à celles et ceux qui en ont les moyens. Bien sûr pour les gens du Sud, les forteresses du Nord (Europe ou USA) ont des barrières à franchir quel qu'en soient les coûts humains : morts, racisme, discrimination etc. Ceux et celles qui arrivent à franchir les frontières, qui divisent les exploité-e-s et sont l'expression des nationalismes, vont devenir de la main d'œuvre surexploitée au plus grand bénéfice du patronat et des mafias (en particulier pour les personnes qui se prostituent). Mais dans les pays du Nord, la mobilité est aussi réservée à celles et ceux qui peuvent payer.

AUTOGESTION, ACTION ET DÉMOCRATIE DIRECTES CONTRE LES ÉTATS ET LE CAPITAL

Faire entendre notre voix nous paraît d'autant plus nécessaire que, à la différence de beaucoup, nous remettons en question non seulement les effets mais aussi les causes de la globalisation : le capitalisme, ainsi que l'étatisme et le parlementarisme qui enferme les populations sous une tutelle les empêchant de disposer d'elles-mêmes, les asservissant à travers le salariat, la police et la magistrature, mais aussi en favorisant toutes les formes d'aliénation, religieuses, sexistes, racistes ou homophobes...

À un niveau jamais connu durant ces dernières années, se développent des expériences d'auto organisation et d'action directe, de refus de plus en plus lucide et conscient de la délégation de pouvoir et des voies étatiques ou institutionnelles du changement social.

Nous pensons que ces mouvements peuvent converger sur ces trois éléments fondamentaux :

- le refus de la délégation de pouvoir et notamment de la voie étatique du changement social ;
- l'auto-organisation et l'autonomie du mouvement social sur des bases antiautoritaires ;
- l'action directe révolutionnaire et la désobéissance sociale. En effet, la lutte des classes n'est pas morte ! Seule la lutte collective, dans nos lieux de travail et de vie, peut permettre la construction d'une force d'opposition réelle à l'offensive capitaliste.

SITES WEB

Quelques sites internet où retrouver les rendez-vous cités ci-dessus, d'autres infos, des textes, des cartes de la région, etc.

- CLAAAC <http://www.claaacg8.org/>
- VAAAG <http://www.vaaag.org/>

- AL <http://alternativelibertaire.org/>
- CNT <http://www.cnt-f.org/>
- FA <http://www.federation-anarchiste.org/>
- No Pasaran <http://nopasaran.samizdat.net/>
- OCL <http://oclibertaire.free.fr/>
- OSL <http://www.rebellion.ch/>
- Coordination anti-OMC de Lausanne <http://squat.net/contre-attaque/>
- Site suisse anti G8 <http://www.evian-g8.org/>



Les organisations signataires s'engagent à tout mettre en œuvre pour participer à la campagne anti-G8, aux collectifs et initiatives locales et régionales, au Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre (VAAAG) ainsi qu'à la participation au cortège noir et rouge dans les manifestations de masse, à l'initiative « feu au lac » et à une initiative pour l'ouverture des frontières, le tout dans le cadre et les orientations du texte ci-contre.

Premières organisations signataires : Alternative libertaire, Apoyo Mutuo, Confédération nationale du travail, Fédération anarchiste, Federazione dei Comunisti Anarchici, Organisation communiste libertaire, Organisation socialiste libertaire, Red Libertaria, Réseau No Pasaran

CLAAAC

c/o La plume noire,
19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon
mail : claaacg8@claaacg8.org
site web : <http://www.claaacg8.org>